

Outcome 18 - International labour standards are ratified and applied

RESULTS BY INDICATOR

Indicator 18.1: Number of member States that, with ILO support, take action to apply international labour standards, in particular in response to issues raised by the supervisory bodies

Measurement

To be counted as reportable, results must meet one of the following criteria:

1. The ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations notes with satisfaction or interest progress in the application of the relevant Conventions.
2. The government has adopted or modified legislation, or improved significantly its practice, in conformity with international labour standards, including non-ratified Conventions and Recommendations.

Country/ Country Programme Outcome (CPO)	Measurement Criteria	Result Achieved	ILO Contribution
Africa			
Algeria	1	(Cas de satisfaction re : C87) Enregistrement du Syndicat national des travailleurs de la formation professionnelle (SNTFP) qui était en attente d'agrément depuis 2002.	See footnote ¹

¹ Regarding cases of progress, which were noted with satisfaction or interest by the Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations (CEACR), the changes in national law and /or practice followed one or more previous comments by the supervisory bodies and/or technical assistance provided by the Office. These comments were prepared with the assistance of the Office. The Office conducts an in-depth analysis of national law and practice for the CEACR and maintains a permanent dialogue with the constituents.

<p>Burkina Faso/BFA826</p> <p>Les mandants tripartites et autres acteurs clés ratifient, appliquent les normes internationales de travail et mettent en œuvre les obligations constitutionnelles y afférant</p>	2	<p>Le Ministère du travail a soumis l'ensemble des rapports dus.</p> <p>- 30 mandants tripartites ont été formés sur les normes et sur le travail des organes de supervision de l'application des normes et son mieux en mesure de préparer les rapports du en vertu de la constitution de l'OIT.</p> <p>Des recommandations ont été adoptées en vue de la promotion permanente d'une approche systémique à la rédaction des rapports.</p>	<p>Le pays bénéficie de l'assistance technique du programme SPA/NIT.</p> <p>Formation sur les obligations constitutionnelles et procédure de consultations tripartites sur toutes les questions relatives aux NIT (NIT) en décembre 2012.</p>
	1	<p>(Case of satisfaction re: C. 17). The Order No. 2008-008/MTSS/SG/DGPS was adopted, Chapter IV of which establishes particular provisions relating to the affiliation of casual and temporary workers and day labourers to the National Social Security Fund.</p> <p>(Case of satisfaction re: C. 138 and C.182). The Decree No. 2009-365/PRES/PM/MTSS/MS/MASSN, determining the list of hazardous types of work prohibited for children in Burkina Faso, was adopted on 28 May 2009 in cooperation with the employers' and workers' organizations concerned. This Decree, which defines a child as any person under 18 years of age, determines the list of hazardous types of work prohibited for children.</p>	See footnote 1.

		(Case of satisfaction re: C. 161) The new Labour Code was adopted, (Act No. 028/2008/AN of 13 May 2008), and includes in particular, in its Part 3, Occupational Health Services which gives partial effect to the Articles of the Convention.	
	2	<p>Le Gouvernement a décidé de créer un organe tripartite de consultations sur les questions relatives aux NIT, notamment sur la rédaction des rapports – conformément aux dispositions de la C.144.</p> <p>Les inspecteurs du travail mieux outillés à collecter et traiter les données statistiques relevant de leur compétence.</p> <p>Accord pour la modification du canevas de collecte des données statistiques pour en faire une fiche de collecte harmonisée permettant de renseigner l'ensemble des indicateurs et tableaux statistiques contenus dans le nouveau rapport annuel.</p>	<p>- Assistance technique pour la création d'un organe consultatif tripartite sur les NIT (décembre 2012)</p> <p>- un atelier pour les inspecteurs du travail sur les statistiques du travail (mars 2013,</p> <p>- un atelier de validation du nouveau formulaire de collecte de données statistiques pour nourrir le rapport annuel de l'inspection du travail (novembre 2013),</p>
Botswana	1	<p>(Case of interest re : C. 144) 2013</p> <p>Le Botswana œuvre actuellement à l'élaboration d'une politique de l'emploi dans le cadre du programme par pays de promotion du travail décent.</p> <p>(case of interest re : C. 87) The decision of the high court of Botswana which found that Statutory No. 57 of 2011 was unconstitutional and therefore "invalid and is of no force and effect".</p>	See footnote 1.

<p>Cape Verde/CPV826 Strengthened capacity of member States to ratify and apply international labour standards and to fulfil their reporting obligations</p>	<p>2</p>	<p>1) Suivi des commentaires CEACR sur la liberté syndicale : - Partenaires tripartites sensibilisés ; - Une feuille de route a été adoptée par le Gouvernement en février 2013 sur proposition des mandants tripartites pour tenter de résoudre la question du service minimum dans les services essentiel.</p> <p>2) Suivi des commentaires de la CEACR sur la sécurité et santé au travail : Profil national de SST disponible et validé les 19-23 août 2013 et identification des axes stratégiques de la future politique nationale de SST - en conformité avec les dispositions de la C.155</p>	<p>Les pays bénéficie du programme d'assistance SPA.avec les objectifs : 1) Liberté syndicale Mise en place d'un processus de réflexion tripartite pour permettre au Cap Vert de se conformer aux observations répétées depuis plusieurs années par les organes de contrôle concernant leur législation sur le droit de grève.</p> <p>2) Sécurité et santé au travail Mise en place d'une politique nationale concertée de sécurité et santé au travail In Cape Verde, technical assistance was provided on the basis of the CEACR comments on the application of Convention No. 155. During a tripartite workshop (Cape Verde, 19-23 August 2013), NORMES assisted participants in adopting a national OSH profile and developed essential elements of a national policy on OSH in accordance with Article 4 of Convention No. 155.</p> <p>Les actions suivantes ont été réalisées : - Consultations tripartites sur l'exercice du droit de grève (16-18 octobre 2012)- -</p>
---	----------	---	--

			<p>Atelier sur le droit de grève, les services essentiels, le service minimum et la réquisition civile (juillet 2013)</p> <p>- Analyse pour l'élaboration d'une politique nationale de sécurité et de santé au travail (février 2013)</p> <p>- Atelier sur politique nationale de sécurité et de santé au travail (19-22 août 2013).</p>
	1	<p>(Case of satisfaction re: C.81). Section 17(1) of the new regulations of the labour inspectorate-general establishes the obligation to notify the competent regional delegation for labour inspection of fatal cases of occupational disease. This notification, as for fatal industrial accidents, must be made by the employer within 24 hours.</p> <p>(Case of interest re : C. 155) Sur la base du profil OSH élaboré à l'aide du programme d'assistance technique financé par le compte de programmes spéciaux (SPA), les principaux éléments devant figurer dans la future politique nationale ont été identifiés et une feuille de route a été proposée au gouvernement par les membres tripartites.</p>	See footnote 1.
Central African Republic	2	<p>-La RCA a élaboré et soumis son premier rapport sur l'application de la C. 169 (droits des peuples indigènes et tribaux), du en vertu de la Constitution de l'OIT.</p> <p>Les acteurs nationaux suivent de manière plus efficace la mise en œuvre de la convention 169.</p>	<p>La RCA bénéficie de l'assistance technique du programme SPA/NORMES.</p> <p>Avec des ressources en provenance de UNIPP et de la coopération suédoise, le BIT apporte un appui au processus et</p>

			programme gouvernemental pour la mise en application de la Convention 169 ratifiée en aout 2010. Un atelier de formation à la préparation du rapport sur la mise en œuvre de la Convention 169 en RCA à soumettre au organes de contrôle de l'OIT a été organisé du 1er au 02 octobre 2012 . Des émissions radio/sensibilisation sur la C.169 de l'OIT sont organisées. Deux études ont été menées sur les conditions de travail des populations autochtones. La formation des formateurs et formatrices autochtones, et acteurs de la société civile sur la C 169 a été réalisé
	1	(case of interest and satisfaction re : C. 52) En vertu des articles 389 et 392 du nouveau Code du travail, les infractions aux dispositions relatives aux congés annuels payés sont désormais punies d'une amende de 100000 à 1000000 de francs CFA.	See footnote 1
Comoros/COM826 La capacité des Comores en matière de ratification et d'application des normes internationales du travail est renforcée	2	Le Code du Travail a été révisé pour mieux le mettre en conformité avec les conventions pertinentes de l'OIT ratifiées par le pays.	1) Le pays bénéficie du programme d'assistance technique SPA/NORMES. 2) L'assistance technique nécessaire pour accompagner les mandants tripartites dans l'exercice de révision du Code du Travail a été fournie et une contribution financière pour la publication du nouveau code du travail a été offerte. 3) Une formation des cadres du Ministère

			<p>impliqués dans la rédaction des rapports (art. 22) et de partenaires sociaux (15 personnes) a été organisée sur trois jours.</p> <p>4) Le bureau a permis la participation d'un juge au cours interrégional à Turin sur les NIT pour juges et juristes. Des contacts ont été pris en vue de l'organisation d'une activité pour les magistrats.</p> <p>5) Un membre de la Cour suprême des Comores participera à l'activité régionale qui se tiendra en Zambie en Octobre 2013, dans le cadre du suivi de la XIIe Réunion régionale africaine.</p>
Democratic Republic of Congo	1	<p>(case of interest re : C. 102) The Government indicated that in November 2012 it held the 30th ordinary session of the National Labour Council which dealt with social security reform and culminated in the validation of two Bills by the tripartite constituent, namely the Bill issuing the Social security Code and the Bill governing the fundamental principles of the mutual insurance system.</p> <p>(case of interest re: C. 111) The new conditions of service of magistrates no longer contain the necessity that a married woman needs to obtain the authorization from her husband to work.</p>	See footnote 1.
Djibouti	1	(case of interest re : C. 182) Les articles 462 et 463 du Code Pénal interdisent l'incitation à la	See footnote 1.

		débauche des mineurs ainsi que l'enregistrement et la diffusion d'images pornographiques impliquant des mineurs.	
Egypt/EGY826 Strengthened capacity of member States to ratify and apply international labour standards and to fulfil their reporting obligations	2	On C.189 on Domestic Workers: The Government drafted a model contract for domestic workers with ILO input. NGOs organized domestic workers as an association and assisted them in enforcing their social security entitlements under the relevant national laws covering informal workers. On the Maritime Labour Convention, 2006 (MLC, 2006): National law being harmonized with MLC, 2006.	Technical support based on Strategic Plan encompassing: (a) raising the capacity of stakeholders by training and preparing and/or updating gap analysis studies; (b) translating into Arabic vital ILS tools to break the language barrier that hinders workers' and civil society from acquiring the much needed knowledge for their work and launch the material with stakeholders. Consistently with the strategy a number of ILS tools are presently available in Arabic and disseminated for use by the constituents. ILS technical assistance was offered through:(a) policy dialogue on the newly adopted C.189 concerning domestic works. (b) Technical Assistance for workshops on: (i) supporting the ratification of MLC,2006. (ii) strengthening the informal economy by raising the knowledge capacities of the Egyptian Federation of Trade Unions for Professionals and Artisans. (iii)Freedom of Association identification of the draft text to be used as the basis for the review of the current Trade Union Act no.35
	1	On Freedom of Association: The Conference	See Footnote 1.

		Committee on Application of Standards (CCAS) in its conclusions noted with interest Egypt's national committee to review labour legislation which recommended the repeal of the Trade Union Act.35 and its replacement with the draft FOA law discussed during the ILO high level workshop in April 2013.	
		(case of interest re : C. 87) The final draft law on trade union organizations and protection of the right to organize, as repeatedly requested by the Committee in its previous comments, abandons the former single trade union system and recognized trade union pluralism, thus giving a clear legislative protection to the numerous newly formed independent trade unions. (case of interest re: C. 98) the final draft law on trade union organizations and protection of the right to organize, recently transmitted by the Government, abandons the former single trade union system and recognizes trade union pluralism.	See footnote 1.
Ghana/GHA826 Strengthened capacity of member States to ratify and apply international labour standards and to fulfil their reporting obligations	2	The backlog in the submission of ILO instruments to the competent authorities has been cleared.	4 officials of the MESW trained on ILS Reporting at ITC.
	2	i) Revised NEP has been approved by Cabinet. This approval will facilitate the ratification of C.122 and C.181. The ratification of C. 122 is currently in the pipeline (ii) Draft National OSH Profile and Policy formulated	Technical and financial support, including the engagement of national consultants to assist the partners.

<p>Guinea</p>	<p>1</p>	<p>(Case of satisfaction re: C. 182). The sections 385 to 396 of the Children’s Code of 2008 effectively prohibit trafficking in persons, including children, for sexual exploitation or for the exploitation of their labour. Section 386 provides that anyone who engages in or is an accomplice to trafficking in children shall be liable to a sentence of imprisonment from three to ten years and a fine from 1 to 3.5 million Guinea francs (GNF). Moreover, section 429 of the Children’s Code of 2008 provides that no child under 18 years of age shall participate in hostilities, directly or indirectly, or be enrolled into the armed forces or an armed group, under penalty of imprisonment from two to five years and a fine.</p> <p>(Case of interest re: C. 26 and C. 99) A draft new Labour Code was elaborated. Its, section 241.7 provides for the fixing by decree, after an opinion from the Labour and Social Legislation Advisory Committee and of a guaranteed inter-occupational minimum wage (SMIG).</p>	<p>See footnote 1.</p>
----------------------	----------	--	------------------------

Guinea Bissau	1	(case of interest re : C. 29) La loi No. 12/2011 du 6 juillet 2011 visant prévenir et combattre la traite de personnes, en particulier des femmes et des enfants a été adoptée. Cette loi poursuit une approche globale car elle contient un volet préventif et un volet repressif.	See footnote 1.
Kenya	1	<p>(case of interest re: C. 81 and C. 129) The Government indicated that it is currently studying with a view to their implementation some of the recommendations made by the labour administration and inspection needs assessment conducted in 2010 (2010 audit) following a request by the Government for technical assistance. Many recommendations also relate of the functioning of the labour inspection services in agriculture.</p> <p>(case of interest re: C. 142) 2013 Les fonctions de l'autorité des Micros et petites entreprises (MPE) incluent notamment la promotion de l'intégration des jeunes, des questions de genre et des personnes handicapées dans tous les programmes et activités se rapportant au MPE.</p>	See Footnote 1.

		(case of interest re : C. 111) The National Gender and equality Commission was created through the enactment of the national gender and equality Commission Act, 2011, pursuant to article 59 (4) of the constitution.	
Lesotho	1	(case of interest re: C. 138) Section 229(1) of the Child protection and Welfare Act of 2011 states that a child who is 13 years old may be engaged in light work, and section 229(2) defines light work as work which is not likely to be harmful to the health or development of the child and does not affect the child's attendance at school or capacity of the child to benefit from school.	See footnote 1.
Liberia/LBR826 Strengthened capacity of member States to ratify and apply international labour standards and to fulfil their reporting obligations	2	The Government and Social Partner Officials have improved their practice on reporting and 5 out the 6 reports requested in 2013 have been received.	The ILO provided technical and financial support to the training
	1	(case of interest re : C. 182) dans le cadre des modifications apportées à la loi pénale, un nouvel article a été adopté dans le cadre de l'article 18.4 concernant le fait de soumettre un enfant à la pornographie ou de l'impliquer dans la pornographie et quiconque soumet un enfant à un matériel pornographique ou implique un enfant dans la fabrication d'un tel matériel commet une infraction grave de troisième degré. De plus au terme de l'art. 20 de la loi sur les enfants, chaque enfant a le droit d'être protégé en matière de travail et autres pratiques susceptibles de menacer sa santé, son éducation ou son développement	See footnote 1.

		spirituel, physique ou moral. (case of satisfaction re : C. 182) The Children's Law of 2011 was adopted and its section 22 states that every child shall have the right to be protected from the involvement in armed or any kind of violent conflicts.	
Libya	1	(case of interest re : 29) En ce qui concerne les travailleurs domestiques, cette catégorie de travailleurs est couverte par le chapitre III de la loi sur le travail de 2010 et ces travailleurs bénéficient donc des mêmes droits que les autres travailleurs, à savoir protection sociale, contrat d'emploi, sécurité sociale, droit d'adhérer à un syndicat, âge d'admission à l'emploi, protection de la maternité et autres droits et prestations. (cas de satisfaction re : C. 103) In accordance with section 4 of the Labour Relations Act of 2010, all work relations are in principle covered by the newly adopted legislation in conformity with article 1 of the convention and that the qualifying period of six consecutive months of employment in order to benefit from maternity leave has been repealed bringing the national legislation in compliance with article 3(1) of the convention.	See footnote 1.
Malawi	1	(case of interest re :C. 182) Le gouvernement a adopté et publié une ordonnance sur l'emploi (interdiction d'occuper des enfants à un travail	

		<p>dangereux)</p> <p>(case of satisfaction re : C. 138) The Employment Order was adopted and gazetted in 2012 and contains an extensive list of prohibited types of work for children under 18 years old in various sectors.</p>	
Mauritius	1	<p>(Case of interest re : C. 111) 2013 La commission note avec intérêt la ratification le 13 septembre 2012 de la convention C. 189 sur les travailleuses et les travailleurs domestiques et attire l'attention du gouvernement sur l'article 3, paragraphe 2 d) de cette convention qui prescrit aux Etats de prendre des mesures afin d'éliminer la discrimination en matière d'emploi et de profession.</p> <p>(Case of interest re : C. 144) Les ratifications de la convention No. 187 sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail et de la convention No 189 sur les travailleuses et les travailleurs domestiques ont été enregistrées en septembre et novembre 2012.</p> <p>(case of interest re : C. 32)La loi de 2005 sur la sécurité et la santé au travail est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2007 donne davantage effet à la convention.</p>	See footnote 1.

		<p>(cas eof satisfaction re : C. 100) The Employment Rights Act 2008 was amended.</p> <p>(case of satisfaction re: C. 14) Suite aux récents amendements à la loi sur les droits en matière d'emploi, l'art. 14(5) a été modifié et dispose désormais qu'un travailleurs aura droit à un jour de repose comportant au moins 24h consécutives pour chaque période de sept jours, et ce jour sera prioritairement accordé le dimanche.</p>	
<p>Morocco/MAR826 Strengthened capacity of member States to ratify and apply international labour standards and to fulfil their reporting obligations</p>	2	<ul style="list-style-type: none"> Le rapport d'inspection dû en vertu des articles 20 et 21 de la convention n° 81 et contenant des données statistiques détaillées a été soumis pour la première fois depuis 5 ans. Engagement du Ministère de l'Emploie et du Ministère de la justice à établir un comité paritaire permanente pour renforcer la coordination en matière d'inspection du travail. Une circulaire ministérielle sur le devoir des inspecteurs de fournir des informations et des données statistiques en matière de discrimination au travail a été émise par le Ministère du travail. Un comité tripartite sur les normes internationales du travail a été établi. 8 conventions ont été ratifiées au cours des 12 derniers mois (C. 131, 144, 163, 	<p>Le Maroc bénéficie du programme d'assistance technique SPA/NORMES. Entre janvier et septembre 2013, 20 ateliers de formation pour inspecteurs du travail sur les NIT fondamentales ont été organisés dans toutes les régions du pays. Une réunion interministérielle (ministère du travail et Ministère de la justice) a été promue et soutenue en vue d'améliorer la collaboration entre inspecteurs du travail et magistrats. Une assistance technique du BIT fournie pour la création d'un comité consultatif tripartite permanent sur les NIT. Une assistance technique du BIT fournie pour la création d'un comité consultatif tripartite permanent sur les NIT.</p>

		<p>164, 166, 176, 188, MLC)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour la première fois, une réunion interministérielle sur la préparation des rapports dus en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'OIT a été convoquée pour début 2014. 	
	1	<p>(case of interest re : C. 162) Les informations législatives fournies par le gouvernement, et notamment le decret No-2-98-975 donnent effet à plusieurs articles de la convention, de même que l'arrêté y relatif.</p> <p>(case of interest re : C. 100) Training sessions on fundamental rights, including equal remuneration, have been organized for labour inspectors, in collaboration with the ILO, in various municipalities across the country, in the framework of the SPA programme.</p> <p>(case of interest re: C. 111) The Government adopted the Plan for Gender Equality "Ikram" (2012-2016) accompanied by a significant budget, which provides for 143 measures and sets 24 goals in eight areas.</p> <p>(case of interest re: C. 122) Thanks to the ILO technical assistance, the Ministry of Employment and Vocational training launched a process to</p>	

		devise the National Employment Strategy, to carry studies on the employment situations in Morocco.	
Niger	1	<p>(Case of satisfaction re: C. 105) The Ordinance No. 2010-035 was adopted, making press-related offences such as insults and defamation no longer punishable by prison sentences.</p> <p>(case of interest re : C.155) Le nouveau code du travail consacre le principe de prévention et règlemente, entre autres, la coopération entre les employeurs et les travailleurs, la formation, la déclaration d'accidents et des maladies professionnelles, donnant ainsi effet à plusieurs articles de la convention.</p> <p>(case of interest re : C. 161) L'article 148 de la loi du 25 septembre 2012 portanat sur le Code du travail dispose que tout employeur doit assurer un service de santé au travail au profit des travailleurs qu'il emploie.</p> <p>(case of interest re : C. 182) En vertu de l'art. 107 de la loi No. 2012-45 du 25 septembre 2012 portant Code du travail, toutes formes d'esclavage ou pratiques analogues, y compris le recrutement forcé ou obligatoire des enfants en vue de leur utilisation dans des conflits armés sont considérés comme étant des pires formes de travail des enfants et interdites.</p>	See footnote 1.

		(case of interest re : C. 187) L'article 261 de la loi No 2012-045 du 25 septembre 2012 portant Code du travail, institue auprès du ministre en charge du travail un Comité consultatif de sécurité et santé au travail pour l'étude des questions intéressant la santé et la sécurité des travailleurs et un décret fixera la composition et le fonctionnement de ce comité.	
Nigeria	1	(case of satisfaction re: C. 155) A National Policy on Occupational safety and Health was adopted on 22 November 2006 and it was developed in close consultation with all relevant stakeholders and with the technical and financial assistance of the ILO, thus giving partial effect to article 4(1) of the convention.	See footnote 1.
Rwanda	2	Les acteurs nationaux suivent de manière plus efficace la question de la promotion de l'égalité et l'élimination de la discrimination dans l'emploi et la profession, à la lumière des NIT en la matière et des commentaires des organes de contrôle de l'OIT (CEACR, Commission de l'application des normes de la CIT, etc.)	Dans le cadre du Compte des programmes spéciaux (SPA) visant à aider à mettre en œuvre les conventions n° 100 et n° 111 et à améliorer la sensibilisation de tous les acteurs concernés aux principes et droits qu'elles contiennent, le BIT a réalisé une d'appui technique et organisé deux ateliers (un atelier tripartite et un atelier destiné aux magistrats, inspecteurs du travail et autres professionnels du droit) du 13 au 17 mai 2013
	1	(Case of satisfaction re: C. 138) The Ministerial Order No. 06 determining the list of the worst	See footnote 1.

		forms of child labour, their nature and categories of institutions that may not employ children was adopted on 13 July 2010. This Order contains an extensive list of hazardous types of work, including.	
Togo/TG0826 Les mandants tripartites et autres acteurs clés ratifient, appliquent les normes internationales de travail et mettent en oeuvre les obligations constitutionnelles y afférant	2	<p>Amendements au Code de la marine marchande et autres textes pertinents (pour que ceux-ci soit en conformité avec la MLC récemment ratifiée) sont disponibles et validés. Atelier de validation (du 07 au 11 octobre 2013).</p> <p>Les acteurs nationaux suivent de manière plus efficace le reporting et les autres obligations constitutionnelles Tous les rapports dus par le pays au 1er septembre 2013 ont été communiqués.</p> <p>Un plan d'action a été adopté pour finaliser les projets de rapports rédigés par les participants au 1^{er} Septembre 2013 ;</p>	<p>Le pays bénéficie de l'assistance dans le cadre du programme SPA/NORMES et de la coopération suédoise. L'assistance a concerné :</p> <p>-une étude comparative (mai-juin 2013) entre les dispositions de la MLC et la législation nationale ainsi que la rédaction de projets d'amendements lesquels ont été soumis aux mandants tripartites pour validation.</p> <p>-un atelier de formation / sensibilisation sur les obligations des Etats membres en matière de « rédaction des rapports » et de « soumission », car aussi bien le directeur des normes que les fonctionnaires en charge de la rédaction des rapports ont changé d'affectation</p>
	1	(Case of interest re : C.98) The inter-occupational collective agreement has been revised following negotiations held in 2011	See footnote 1.

		<p>between the National Employers' Council of Togo and six central trade union confederations.</p> <p>(Case of interest re : C. 182) Dans le cadre du projet OIT/IPEC/CECLET, 12 279 enfants ont bénéficié d'une action directe et de services éducatifs.</p>	
	2	<p>1) Convention n° 187 - A plan of action on the measures that must be taken to implement Convention No. 187 was adopted and the priorities to give effect to this Convention were established. a committee which will be in charge of the follow-up of the proposed roadmap was appointed.</p> <p>2) Conventions nos 81, 129, 150</p> <ul style="list-style-type: none"> - A plan of action on measures to implement Conventions Nos. 81, 129 and 150 was adopted and the priorities to give effect to these Conventions were established. - The participants appointed a committee which will be in charge of the follow-up of the proposed roadmap 	<p>1) Suite à la ratification de la C.187 en 2012, le gouvernement a demandé au BIT de l'aider à mettre sa législation et sa pratique en conformité. Le BIT a donc financé et supervisé la réalisation d'une étude comparative entre la législation et la pratique nationales et la c187 ainsi qu'un atelier tripartite de validation qui a eu lieu à Lomé du 26 au 30 août 2013</p> <p>The ILO assisted participants who developed specific components for a prospective national OSH policy, defined a roadmap and established the priorities to give effect to this Convention in view of the communication of the Government's first report to the CEACR, which is due before the 1st of September 2014.</p> <p>L'Etude de conformité et projets d'amendements sont disponibles et la Feuille de route et Plan d'action adoptés; De plus, un atelier de validation tripartite a été mené pour valider l'analyse</p>

			<p>comparative de la Convention No. 187 (Lomé, 26-30 August 2013).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un profil SST disponible et validé; - Des éléments de la politique nationale de SST ont été identifiés <p>2) Suite à la ratification des C.81, 129 et 150 en 2012, le gouvernement a demandé au BIT de l'aider à mettre sa législation et sa pratique en conformité. Le BIT a donc financé une étude comparative entre la législation et la pratique nationales et ces trois conventions ainsi qu'un atelier de validation qui a eu lieu à Lomé du 2 au 6 septembre 2013. In September 2013, a workshop was held in Togo, with representatives from the national labour administration, to validate a comparative analysis of Conventions Nos. 81, 129 and 150 (Lomé, 2-6 September 2013)</p>
Sao Tome and Principe	1	<p>(case of interest re : C. 182) Le Code pénal No. 6 de 2012 a été adopté et son article 172 interdit d'acheminer des personnes dans un pays étranger à des fins de prostitution.</p> <p>(case of interest re : C. 29) Le nouveau Code pénal a été adopté et incrimine et sanctionne de peines de prison les crimes d'esclavage, de traite</p>	See footnote 1.

		des personnes à des fins d'exploitation au travail, ou d'exercice de la prostitution et de la coercition.	
Senegal	1	(case of interest re : C. 138) the National Framework plan for the prevention and the elimination of child labour was adopted and launched in July 2013.	See footnote 1.
Seychelles	1	(case of interest re: C.138) 2013 Grâce à l'aide technique dans le cadre du projet SPA, l'élaboration d'une liste entièrement nouvelle des types de travaux dangereux pour les personnes de 18 ans a été élaborée. (case of interest re : C. 182) L'assistance technique dans le cadre du projet SPA a débouché sur l'élaboration d'une ébauche de projet de liste de types de travaux dangereux pour les enfants de moins de 18 ans.	See footnote 1.
	2	The mains Results/Products of the technical assistance are: <ul style="list-style-type: none"> • The Tripartite constituents follow up more efficiently and participate more actively in the ILS system. • All the requested reports were received in 2013. • Agreed list of list of hazardous work for children in Seychelles has been adopted. 	The country benefits of the technical assistance of the programme SPA/NORMES. In order to assist the country two workshops have been implemented: <ul style="list-style-type: none"> • a tripartite inter-ministerial workshop was conducted between 21 and 23 August 2012 on ILS, (33 national partners (29 representatives of government, two representatives of employers, two representatives of workers) trained on the ILS, supervisory bodies and the

			constitutional obligations.) • a national workshop on hazardous work prohibited to children under 18 years was conducted between 27 and 8 August 2013 (20 national partners familiarized with ILS on Child Labour and in particular on Hazardous work prohibited for children under 18 years)
Sierra Leone	1	(case of interest re: C. 111) The Persons with Disability Act 2011 was adopted and its section 19(1) provides that « no person shall deny a person with disability having the requisite skills and qualifications, access to opportunities for suitable employment.	See footnote 1.
South Africa	1	(case of interest re : C. 182) Selon les statistiques fournies par le gouvernement, le taux d'inscription à l'école primaire ont augmenté passant de 96 à 98 % de 2003 et 2011 et les taux de fréquentations des enfants âgés de 5 à 17 ans sont passés de 73% en 2003 à 94% en 2011. (case of interest re : C. 29) L'article 4(1) de la nouvelle loi de 2013 sur la prévention et la lutte contre la traite des personnes interdit la traite des personnes.	See footnote 1.
Tanzania	1	(case of interest re: C. 105) 2013 Dans le cadre du projet SPA, les représentants des ministères compétents et ceux des organisations d'employeurs et de travailleurs ont élaboré un plan	See footnote 1.

d'action assorti de délais qui doit permettre de remédier aux difficultés rencontrées dans l'application des conventions relatives au travail force.

(case of interest re : C. 138) 2013

La loi portant sur la réglementation du travail des enfants comporte des dispositions relatives à ce qui peut constituer un travail léger et à ce qui doit être exclu de cette notion. De plus l'enfant ne peut être employé pendant les heures d'écoles, plus de deux heures par jour scolaire, plus de 16h par semaine.

(case of interest re : C. 142) 2013

Le taux de fréquentation de l'enseignement technique et professionnel a augmenté de 32.3%, alors que le taux de fréquentation scolaire des filles est passé de 46,3% en 2010 à 47,9% en 2012.

(case of interest re : C. 182) Le gouvernement a fourni des informations dans le rapport remis au titre de la convention No. 138, selon lesquelles, au cours de l'exercice financier 2011-2012, 17 243 enfants ont été soustraits aux pires formes de travail des enfants et 5073 enfants ont été empêchés de s'y engager.

		<p>(case of satisfaction re : C. 138) The Law of the Child Regulations were adopted in 2012, pursuant to Law of the Child Act No. 21 of 2009, which contains a list of hazardous activities in which a child under 18 years of age shall not be employed.</p> <p>(case of satisfaction re: C. 182) The Law of the Child Regulations were adopted in 2012, pursuant to Law of the Child Act No. 21 of 2009, which contains a list of hazardous activities in which a child under 18 years of age shall not be employed.</p>	
	2	<p>Zanzibar: the Labour Commissioner presented a progress report of the time-bound action plan for enhancing capacity to reduce the incidence of Child and Forced Labour. He indicated that concrete and tangible progress had been achieved.</p> <p>With regard to mainland Tanzania, in May 2013, the Deputy Labour Commissioner presented a progress report. She indicated that concrete and tangible progress had been achieved on the majority of the areas identified in the plan. In particular, it was highlighted that these steps included targeted labour inspections in specific sectors, as well as the adoption of legislation that addresses the CEACR's comments under the child labour Conventions.</p>	<p>The country benefits of the technical assistance of the programme SPA/NORMES In September 2012, two tripartite workshops were held, in Zanzibar and Tanzania, entitled "Enhancing capacity to reduce the incidence of Child and Forced Labour in Tanzania". A follow-up activity was undertaken in May 2013.</p> <p>led "Enhancing capacity to reduce the incidence of Child and Forced Labour in Tanzania". A follow-up activity was undertaken in May 2013.</p>
Uganda	1	<p>(case of interest re : C. 182) Avec la collaboration de l'OIT/IPEC dans le cadre du projet d'aide à la</p>	<p>See footnote 1.</p>

phase préparatoire du plan d'action national de l'Ouganda pour l'élimination du travail des enfants, le plan d'action national pour l'élimination des pires formes de travail des enfants a été lancé en juin 2012 et devrait se poursuivre jusqu'en 2016-2017.

(case of interest re : C. 17) Les question soulevées dans les précédents commentaires du BIT depuis un certains nombre d'années ont été examinées avec les partenaires sociaux et un consensus s'est dégager quant à la nécessité de réviser les articles 5 et 6 de la loi de 2000 sur la réparartions des accidents du travail.

(case of interest re : C. 98) The 2008 Public Service Act improves the application and effective practice of the collective bargaining rights accorded by law.

(case of interest re: C. 111) The Employment (Sexual harassment) regulations, 2012 were adopted, pursuant to section 7 and 97(1) of the Employment Act, 2006 and provide clear indications of what constitute sexual harassment policy.

(case of interest re: C. 144) The National Tripartite Charter on Labour Relations was signed by the

		<p>Government, the Federation of Uganda employers and the National Organization of Trade Unions on my 2013, with one of its aim being to strengthen the statutory bodies.</p> <p>(case of interest re: C. 182) In 2012, 106 Ugandan children were separated from the LRA and were received in reception centers as part of the repatriation and reunification process for LRA affected children, managed by NGOs with the support of the United Nations.</p>	
<p>Zambia/ZMB827 Strengthened capacity of member States to ratify and apply international labour standards and to fulfil their reporting obligations</p>	2	<p>The Zambian Government follows up more efficiently on the application of relevant conventions in line with Article 22 of the ILO constitution.</p> <p>In 2013, 19 out of the 22 requested reports have been received.</p>	<p>The country benefits of the technical assistance programme SPA/NORMES. The ILO facilitated and financed a Tripartite training on understanding and reporting on International Labour Standards (15 Government officials from key line ministries including a representative from the Ministry of Mines (C.176) and representatives from the workers and employers organizations were trained).</p>
	2	<p>The Government of Zambia, through the lead of the Ministry of Labour and Social Security has embarked on the process of reviewing its labour laws.</p>	<p>The ILO has supported the development of the Issues paper (technically and financially) which identifies the gaps in the current legislation to ensure its conformity with ILS. Inputs were provided from NORMES.</p> <p>In the framework of the SPA programme,</p>

			the ILO supported the Ministry of Mines and the Ministry of Labour to review the draft OSH Regulations in Mines (including a session on awareness and reporting on C-176) and facilitated a stakeholder consultation on the prospect of an OSH mining policy).
Zimbabwe	1	<p>(Case of interest re:C.159) A consultative process led to the formulation of a draft policy on persons with disabilities, which is under consideration by stakeholders. Through the policy, the Government intends to mainstream and integrate issues pertaining to disability to ensure that vocational rehabilitation and employment of persons with disabilities is given due attention. The draft policy provides for strategic measures for creating an enabling environment for the promotion, advancement and social integration of persons with disabilities.</p> <p>(Case of interest re:C. 140) Pursuant to tripartite consultations, the principles enshrined in Convention No. 140 will be integrated into the Labour Act through the inclusion of paid educational leave in the list of areas for collective bargaining under section 74(3) of the Labour Act.</p> <p>(case of interest and satisfaction re: C. 87) The Government stated at the Conference Committee</p>	See footnote 1.

that the Zimbabwe Human Rights Commission Act was passed in law in October 2012, paving the way for the commission to start its work. Satisfaction was expressed with regards to a decision of the Supreme Court dated 14 October 2013 granting permanent stay of prosecution in one pending case on the basis that the trial had not been held within a reasonable time.

Arab States			
<p>Bahrain/BHR826 Strengthened capacity of member States to ratify and apply international labour standards and to fulfil their reporting obligations</p>	2	<p>- High-level tripartite committee was established to follow-up on the implementation of the ILO sponsored tripartite agreement as a result of the complaint under art. 26 ILO Constitution filed against the Government of Bahrain for non-compliance with C111.</p> <p>-The committee met regularly to discuss progress made and find solutions that meet the GB recommendations</p>	<p>- ILO provided the technical advice, facilitated and sponsored the establishment of the high-level tripartite committee.</p> <p>- ILO provided technical assistance to build the capacities of the constituents in order to negotiate an agreement based on ILS.</p> <p>- Reporting assistance on reporting under Art. 22 provided.</p>
<p>Jordan/JOR151 National legislations revised in line with international labour standards and the comments of the ILO Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations</p>	2	<p>- Labour inspectors can better identify and address discrimination and unequal pay.</p>	<p>The country benefits of the technical assistance programme.</p> <p>Assistance is being provided to the representatives of the Ministry of Labour, employers' and workers' organizations to assist in the strengthening of legislation and institutions, including the labour inspectorate, to promote and ensure non-discrimination in employment and occupation and equal pay.</p> <p>- Study on labour and employment-related legislation and ILS, with recommendations, including incorporating and following-up on the work of the National Steering Committee on Pay Equity, with a view to bringing the legislation further into line</p>

			<p>with international labour standards, generally, and those on non-discrimination and equal remuneration specifically.</p> <p>Technical advisory services provided to the concerned officials in the Maritime Administration in Jordan, on reporting about the application in law and practice of the ILO Seafarers' Identity Documents Convention (revised), 2003 (1985).</p>
	1	(Case of satisfaction re: C. 182) The list of hazardous, tiring or health jeopardizing tasks for young Persons, set by a technical committee was established by the Ministry of Labour, was amended on 16 July 2011, and the revised list is much more comprehensive than the previous list, particularly as it focuses on the types of hazards rather than jobs.	See Footnote 1.
<p>Kuwait/KWT826 Strengthened capacity of member States to ratify and apply international labour standards and to fulfil their reporting obligations</p>	1	<p>The constituents write better reports on the basis of the comments of the Committee of Experts. In 2013, 8 out of the 9 requested reports have been received.</p>	<p>ILO organized in March 2013 a national tripartite workshop on ILS and reporting in coordination with the MOSAL.</p> <p>ILO participated in a joint training workshop with UNHABITAT and IOM on international regulations and best practices relating to migrant rights, housing and accommodation standards</p>

Lebanon/LBN826 Strengthened capacity of member States to ratify and apply international labour standards and to fulfil their reporting obligations	1	<p>(case of interest re: C. 138) 2013 L'article 2 de l'annexe 1 du décret No. 8987 interdit l'exercice, par toute personne de moins de 18 ans, d'un travail comportant des risques psychologiques, notamment d'un travail domestique ou d'un travail obligeant l'intéressé à dormir hors de chez lui.</p> <p>(Case of interest re : C. 182) Le Comité national de la lutte contre le travail des enfants a repris ses fonctions en vertu du décret no. 5137 de novembre 2010 et a tenu depuis plusieurs réunions en consultation avec toutes les parties intéressées.</p> <p>(case of interest re : C. 138) Observation - The technical assistance provided in the framework of the Special Programme Account (SPA) resulted in the development of action plans to concretely address the comments of the Committee, including the adoption of a list of types of hazardous work.</p> <p>(case of satisfaction re: C. 182) The technical assistance provided through the Special Programme Account (SPA) resulted in the development of action plans to concretely address the comments of the Committee, including the adoption of a list of types of hazardous work.</p>	See footnote 1.
	2	Action plan formulated in view of concrete steps that would be taken to address the obstacles	The country benefits of the technical assistance of the SPA/NORMES

		<p>identified in the effective implementation of the child labour and forced labour Conventions, including goals, timelines and the identification of persons responsible and partners.</p> <p>-After more than 10 years since ratification of Cs. Nos. 138 and 182, the Government has finally promulgated the list of hazardous child labour. Furthermore, amendments to the Labour Act on the minimum age have been drafted.</p> <p>-C.29. Anti-Trafficking Act has been adopted to bring national legislation more in line with C.29. Concrete measures have been taken to bring law and practice into conformity with C.189, with a view also to the possibility of later ratification..</p>	<p>programme. A two-day tripartite workshop on ILS on Child Labour and Forced Labour took place in February 2013.</p> <p>- Technical assistance provided by ILO-IPEC and Beirut DWT. SPA-meeting held by NORMES/ILO Beirut</p> <p>- Comments of the CEACR and technical assistance by ILO Beirut.</p> <p>- Comments of the CEACR and technical assistance by ILO Beirut through ILS Specialist and Programme for Protecting the Rights of Women Migrant Domestic Workers Project.</p>
United Arab Emirates	1	<p>(Case of satisfaction re: C.138 and C. 182) The Ministerial Order No. 803 was promulgated in 2012, amending Ministerial Order No. 1189 of 2010 relating to the rules and conditions governing the granting of work permits to young persons. Section 3 of this Order prohibits employers from engaging young persons under the age of 18 years in 31 types of hazardous work, including mineral extraction in mines and quarries, work in nightclubs and bars, work with explosives or dangerous machinery, welding of lead or silver and the slaughter of animals.</p>	See footnote 1.
Yemen	1	(Case of interest re: C. 138) 2013	See Footnote 1.

L'article 15 de l'ordonnance ministerielle No. 11, qui règle la durée du travail admise pour ces enfants et aux termes duquel cette durée ne pourra excéder six heures par jours, incluant une ou plusieurs périodes de repos d'une heure au minimum, de manière à ne empêcher qu'un enfant travaille plus de 4 heures consécutives.

(case of satisfaction re : C. 138) Section 5 of the Ministerial Order No. 11 of 2013, which repeals Ministerial Order No. 56, the minimum age for admission to employment, which is free of any hazard, may not be lower than the age of completion of compulsory education.

Asia and the Pacific

Australia

1

(Case of satisfaction re: C.155). The model WHS laws (model work health and safety) commenced on 1 January 2012, in the Commonwealth, New South Wales, Queensland, the Northern Territory and the Australian Capital Territory, and will commence in Tasmania on 1 January 2013.

(Case of interest re: C.98) 2013

Les décisions judiciaires qui ont découlés de l'action en justice introduite par le syndicat de la construction, de la foresterie, des industries extractives et de l'énergie contre les directives de l'Etat du Victoria au motif qu'elles n'étaient pas compatibles avec la protection du droit d'organisation prévue par la loi fédérale du travail équitable, ont donné lieu à la révision de ces directives dans les Etats de Nouvelles Galles du Sud, du Queensland et de Victoria.

(Case of interest re: C.100) 2013

L'Australie a adopté la loi sur l'égalité de genre sur le lieu de travail qui incorpore tous les amendements à la loi sur l'égalité des chances des femmes sur le lieu de travail. La loi fait donc désormais spécifiquement référence à la convention No. 100 (art. 5(9)), les employeurs concernés doivent établir un rapport public sur les indicateurs relatifs à l'égalité de genre.

See footnote 1.

		<p>(case of interest re : C. 162) Le gouvernement a pris de nombreuses mesures ayant trait à l'amiante, incluant la législation, les règlements et les codes de pratique introduits dans le cadre de la sécurité et la santé au travail.</p> <p>(Case of interest re : C. 87) The FW Amendment Act 2013, which will enter into force on 1 January 2014, introduces a number of amendments to the right of entry, which will affect the practical application of the FW Act, and that prior to this amendment, the review panel found that in almost all cases, entry to workplaces by permit holders involved no disruption to business operations.</p> <p>(case of interest rec: C. 111) The Workplace Gender Equality Act 2012 entered into force on 1 August 2013.</p>	
<p>Bangladesh/BGD229 Indigenous and tribal people's rights and access to services strengthened.</p>	2	<p>Sub chapter is included on IP (Indigenous Peoples) issues in two policy documents: Sixth Five Year Plan 2011-2016 and National Education Policy 2010.</p> <p>Reference was made to ratification of C. 169 at the Government's UPR (Universal Periodic Report) 2013.</p> <p>- On 21-22 August 2013, for the first time, a</p>	<p>The country benefits of the technical assistance of the programme SPA/NORMES. Technical and financial support to the Ministry of CHT Affairs, National Human Rights Commission, Parliamentary Caucus on IPs and other stakeholders.</p> <p>Strong ILO advocacy for government and</p>

		<p>national tripartite workshop on indigenous peoples, employment and social dialogue was implemented by the Government of Bangladesh and the national federations of employers and trade unions as well as representatives of indigenous peoples. They all recognised that the activity was the first of its kind and timely given the specificities of indigenous peoples' employment.</p> <p>The participants (14 Government officials, 6 representatives of employers 23 representatives of workers, 40 representatives of indigenous peoples) follow up more efficiently matters related to indigenous peoples, employment and social dialogue.</p> <p>- The participants agreed upon a roadmap and targeted activities to be undertaken with a view to enhancing social dialogue on the issue of indigenous peoples' employment in Bangladesh.</p>	<p>IP organizations.</p> <p>- A concept paper on indigenous peoples, employment and social dialogue was commissioned by the ILO. It reviewed existing policy and legal frameworks, thought the views of the Constituents and made a number of key recommendations.</p>
	1	<p>(case of interest re: C. 87) The amendment to section 180 which places a limitation on the restriction for the election of trade union officers to those who are employed in establishment in state-owned industrial sector, enabling 10% of the union officers to be elected from the persons outside of the establishment.</p> <p>(case of interest re: C. 98) Section 178 (3) of the BLA has been amended so as to repeal the</p>	See footnote 1.

		<p>provision requiring the Director of labour to send the list of officers of trade union requesting registration to the employer.</p> <p>(case of interest re: C. 144) The Tripartite Consultative Council held a meeting in July 2013 where ILO conventions on Seafarers' Identity Documents (C. 185) and the Maritime Labour Convention (MLC) were recommended for ratification.</p>	
<p>China/CHN901 Knowledge and impact of ILS and fundamental principles and rights at work are improved and ratification of ILO Conventions is promoted</p>	2	<p>a. The relevant ministries and social partners address more effectively difficulties in preparing and sending reports on OSH conventions due under the ILO Constitution and to effectively address the implementation gaps identified by the ILO supervisory bodies.</p> <p>b. The Government deals more effectively with Conventions on child labour, the outstanding comments of the ILO supervisory bodies as well as the international experience in combating child labour gained by the ILO.</p>	<p>The country benefits of the technical assistance of the programme SPA/NORMES</p> <p>a. technical inputs of ILS and OSH specialists from DWT BKK, the ILO Beijing organised the Workshop on reports on the application of the OSH Conventions ratified by China. The relevant Government ministries have been helped to provide timely reports containing substantive replies to the observations and direct requests from the Committee of Experts with regard to the application of C. 155, C. 167 and C. 170.</p> <p>b. High level participation and technical inputs from IPEC, NORMES and ILS specialist from DWT BKK, the ILO Beijing</p>

			office organised two High-level Meeting on Child Labour to share international experiences in combating child labour and start the dialogue with our Chinese counterpart.
	2	National Regulations on Labour Protection for Women Workers were revised and adopted in April 2012, in which maternity leave was extended in accordance with C.183.	The ILO supported tripartite constituents to carry out a series of activities in China on maternity protection including studies, seminars and advocacy campaign, in order to improve national legislation on labour protection for women.
China - macao	1	(case of interest re: C. 19) des lois ont été adoptées, en particulier la loi 21/2009 qui dispose à son article 2 para 3 que l'embauche de travailleurs non résidents leur confère le droit à un traitement non moins favorable que celui des travailleurs locaux en ce qui concerne les droits, les devoirs et les conditions de travail.	
Republic of Korea	1	(Case of interest re: C. 142) 2013 Un pacte tripartite pour les emplois, signé en mai 2013, prévoit que les parties décideront de créer des réseaux de formation mixte à l'échelle locale afin d'encourager l'adaptation de la main d'œuvre aux besoins locaux. (case of interest re : C. 139) The Occupational Safety and Health Act which gives effect to many provisions of the convention.	See footnote 1.

<p>India</p>	<p>1</p>	<p>(Case of interest re:C.42) Two Acts through which the Convention is applied were recently revised: the Workmen’s Compensation Act, 1923, was amended by the Employees’ Compensation Act, 2009, and the Employees’ State Insurance (ESI) Act was amended by the ESI (Amendment) Act, 2010. These revisions broaden the coverage of both Acts and that the Employees’ Compensation Act now provides for the full reimbursement of actual medical expenditure incurred for treatment of occupational injuries, enhances the minimum rates of compensation and sets a mechanism for their re-evaluation from time to time.</p> <p>(case of interest re: C. 111) 2013 L’adoption de la loi No. 14 de 2013 sur le harcèlement sexuel des femmes au travail (prévention, interdiction et réparation) qui concerne les travailleuses du secteur structuré et des lieux de travail du secteur non structuré employant moins de dix personnes, y compris les travailleuses domestiques. Cette loi définit et interdit le harcèlement s’apparentant à un chantage sexuel et le harcèlement dû à un environnement hostile dirigé contre les femmes sur le lieu de travail.</p>	<p>See Footnote 1.</p>
---------------------	----------	---	------------------------

		<p>(Case of interest re : C. 42) D'importantes mesures ont été prises par le gouvernement au cours de la période couverte par le rapport afin d'assurer l'application effective de la convention.</p> <p>(case of interest re : C. 107) A judgement of the Supreme Court of India (18 April 2013) gave certain directions to the State Government and the Ministry of tribal affairs for compliance in the context of the Scheduled Tribe and Other Traditional Forest Dwellers Act.</p>	
<p>Indonesia/IDN826 Ratification and application of pertinent international labour conventions and standards is promoted</p>	2	<ul style="list-style-type: none"> • Tripartite common understanding on key concepts and principles regarding non-discrimination and equality and on the mandate and structure of the equality body. • The MOMT issued Ministerial Decree No. 184 of 1 July 2013 establishing the new Equal Employment Opportunity (EEO) task force consisting of a tripartite Steering Committee, a Technical Advisory Committee and a Secretariat. • Enhanced knowledge and skills of the newly appointed EEO task force members to identify and address discrimination and equality issues in employment and 	<p>The country benefits of the assistance of the programme SPA/NORMES.</p> <ul style="list-style-type: none"> • A tripartite consultations workshop was held in April 2013 (Sentul). • A capacity building workshop (17 to 19 September 2013) for the members of the Technical Advisory Committee, as well as selected representatives from the trade unions and APINDO (35 participants). • Financial support for the translation into Bahasa of the "Equal Pay: An Introductory Guide to Convention No. 100) and financial and technical support for the preparation of the First draft of the comparative research on

		<p>occupation and have agreed on the task force vision and work plan to be implemented over the next two years with timeline and identification of resources;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Commitment from the Government at the national level to mainstream decent work and ILS in planning • RPJM (National Government Mid-Term Development Plan) and the MoMT's RENSTRA explicitly mention and promote ILS and decent work objectives 	equality structures.
	1	(case of interest re : C. 111) The Government has taken steps to revitalize the membership, programme and activities of the EEO task force including through the adoption of Decree No. 184 of 2013 of the MoMT concerning the Establishment of a task Force on EEO to promote coordination.	See footnote 1.
Japan	1	(Case of satisfaction re: C. 19). The Immigration Control and Refugee Recognition Act No. 319 of 1951 was revised in July 2009 to strengthen protection of foreign trainees/technical interns, who thus become covered by the Labour Standards Act and the Industrial Accident Compensation Insurance Act from the first year of their training programme in Japan.	See Footnote 1.

		<p>(Case of interest re:C. 156) New legislative measures have been taken to give effect to the provisions of the Convention, in particular the amendments made by Law No. 65 of 1 July 2009 to the Childcare and Family Care Leave Law.</p> <p>(case of satisfaction re: C. 102) Act No. 62 of 2012 was adopted to amend the National Pension Act and other related acts, providing a basis for a better application of Part V. of the convention.</p>	
Malaysia	1	<p>(Case of satisfaction re: C. 182) The Children and Young Persons (Employment) (Amendment) Act of 2010 was adopted and has been in force since 1 March 2011. Pursuant to this amendment, the term "child" is now defined as a person under 15 years of age and the term "young person" is defined as a person between 15 and 18 years of age. According to the Act, no child or young person shall be required or permitted to engage in any hazardous employment.</p> <p>(case of satisfaction re: C. 95) L'art. 111(3) de l'ordonnance sur le travail de Sarawak telle que modifiée et l'art. 110(3)de l'ordonnance sur le travail de Sabah telle que modifiée prévoient désormais expressément que, lorsque le paiement</p>	See Footnote 1.

		du salaire est fait en espèce, il est effectué les jours ouvrables seulement et au lieu de travail ou à proximité de celui-ci, donnant ainsi effet à l'art. 13 para 1 de la convention.	
Myanmar	1	<p>(Cas de satisfaction et d'intérêt re : C. 87) La loi sur les organisations syndicales est entrée en vigueur le 9 mars 2012 et d'après la communication du gouvernement, il existe 264 organisations syndicales de base, une fédération syndicale et 12 organisations d'employeurs de base. La loi du 28 mars 2012 sur le règlement des conflits du travail a été promulguée et les règles correspondantes ont été publiées le 26 avril 2012. L'adoption de cette loi a donné lieu à l'abrogation de la loi de 1929 sur les conflits du travail. Le gouvernement a déclaré que l'ordonnance no 2/1988 concernant l'interdiction des rassemblements et défilés illégaux est contraire à l'article 354 de la Constitution et à la loi no 15.</p> <p>(Case of satisfaction re: C. 29) The Parliament adopted the Ward or Village Tract Administration Law, of 24 February 2012 which has repealed the Village Act and the Towns Act of 1907 (section 37) and made the use of forced labour by any person a criminal offence punishable with imprisonment and fines.</p> <p>(case of interest re: C. 17) The New Social</p>	See Footnote 1.

		Security Act was adopted in August 2012.	
Nepal	1	(case of interest re: C. 111) The Caste Based discrimination and untouchability Act. 2068, providing that no one shall commit, or attempt to commit, or cause, aid, abet, or provoke anyone to commit, caste-based discrimination and untouchability.	See footnote 1.
Kiribati/KIR126 Significant progress in the application in law of the Fundamental Conventions and the ILS.	1	(case of interest re: C.87) 2013 L'article 24 du projet du Code sur l'emploi et les relations professionnelles de 2013 abaisse le nombre d'effectifs requis de sept à cinq membres. De plus, en ce qui concerne le droit des organisations d'élire librement leurs représentants, ce droit est maintenant expressément garanti dans l'article 19 du projet de code 2013.	See footnote 1.
	2	OSH: In July 2012 an analysis of the OSH situation in Kiribati was completed and in early 2013 Fellowship provided to a Ministry of Labour Official on OSH Polices & Programmes (ILO-Korea Partnership) MLC: The tripartite constituents follow up more effectively the matters related to the MLC, 2006. The MLC regulations are currently being drafted and will be submitted for consultations and final	OSH: In July 2012 an analysis of the OSH situation in Kiribati was completed and in early 2013 Fellowship provided to a Ministry of Labour Official on OSH Polices & Programmes (ILO-Korea Partnership) The ILO has/will provide (d): (A) Technical advice and in country mission

		endorsement by cabinet by December 2013.	<p>(B) Facilitate mentoring services by Employer and Workers Organisation from New Zealand to Workers and Employers organisation in Kiribati</p> <p>(C) Training in ITC Turin</p> <p>MLC: Tripartite constituents participated in a regional MLC workshop and a staff of the Attorney General's Office has been trained on legal drafting at the Turin Centre.</p>
<p>Pakistan/PAK826 Strengthened capacity of member States to ratify and apply international labour standards and to fulfil their reporting obligations</p>	2	<p>1. Tripartite constituents' are committed to efficient and effective reporting on ILS in compliance with C 144. This commitment was reiterated by the Pakistan representative at the 2013 ILC.</p> <p>A time-bound action plans formulated by the participants (tripartite inter-ministerial and inter-provincial workshop on ILS on Child Labour) for concretely address the ILS Child Labour issues, including towards the adoption of legislation in each of the provinces to implement Pakistan's obligations under the child labour Conventions.</p> <p>- 35 of the provincial labour departments, national Ministry of Human Resource Development, officials from other relevant ministries (including the</p>	<p>The country benefits of the assistance of the programme SPA/NORMES</p> <p>1. ILO technical guidance and support for the mobilisation of provincial Labour Departments and social partners provided, to educate and train officials of the Federal Ministry of Overseas Pakistanis to understand their coordination and reporting role, and provincial Labour Departments and social partners to contribute effectively.</p> <p>A tripartite inter-ministerial and inter-provincial workshop on ILS on Child Labour, was carried out in May 2013.</p>

		Ministry of Human Rights and Ministry of Industries) and representatives of employers' and workers' organizations (including Employers Federation of Pakistan (EFP) and Pakistan Workers Federation (PWF), have been trained on Child labour.	
	2	<p>1. Joint Action Plan on Workplace Safety & Health in Sindh in final draft form developed in consultation and collaboration with the provincial Department of Labour, employers' and workers' representatives, international buyers and international certifying agencies in the garment industry.</p> <p>2. The provinces of Khyberpakhtunkhwa and Sindh have revised and adopted labour laws compliant with ILS in response to the 18th Constitutional Amendment that devolved authority and responsibility to the 4 provinces.</p> <p>3. Gender responsive, decent work mainstreamed labour inspection toolkit developed and being used by the Punjab Dept of Labour to improve labour inspection data collection, analysis and reporting.</p> <p>4. Home-based Workers Policy adopted by Punjab Govt.</p>	<p>1. Technical guidance on OSH support to mobilise stakeholders and ensure compliance with C 155 (OSH) and fundamental Conventions.</p> <p>2a. Technical assessments and guidance provided by the ILO on the content of the laws for compliance with ILS</p> <p>2b. Tripartite and individual consultations designed, conducted and funded</p> <p>3. Technical guidance provided and stakeholders mobilised and facilitated to contribute to the Toolkit.</p> <p>4. Technical inputs provided, tripartite + consultations facilitated and funded, national and provincial knowledge and practice sharing events facilitated.</p>
	1	<p>(Case of satisfaction re: C.18). The condition of wage ceilings was waved in 2007 as a result of an amendment to the Workmen's Compensation Act, 1923.</p>	See footnote 1.

		<p>(case of interest re: C. 138) Four provinces have drafted, in collaboration with the federal Government, a prohibition of Employment of Children Act, which prohibits the employment of children below the age of 14 years, and that these drafts will soon be introduced to the provincial legislative assemblies.</p> <p>(case of interest re: C. 29) The technical assistance through the SPA project resulted in the development of time-bound action plans, by each of the provincial Governments, to concretely address the comments of the Committee. Including through the adoption of provincial legislation on bonded labour.</p>	
<p>Philippines/PHL826 Strengthened capacity of member States to ratify and apply international labour standards and to fulfil their reporting obligations</p>	2	<ul style="list-style-type: none"> - Philippines ratified ILO C. 185, MLC, 2006 and ILO C. 189 - New law on Domestic Workers was passed and its IRR adopted. - MARINA has now finalized framework and bidding documents for the setting up and implementation of a cost-effective Seafarer's ID system in compliance with ILO C. 185, including technical requirements for bidding documents. - Regional Maritime Industry Tripartite Councils (MITCs) were established from the engagement of the local stakeholders in key homeport areas. 	<ul style="list-style-type: none"> - Supported the mission of biometrics expert to provide technical advice to MARINA on the bidding/procurement documents for the issuance of the seafarers identity documents system (C185) - Provided technical guidance/briefings in line with the action plan for MLC ratification/implementation - Provided technical assistance/briefing for the technical staff of legislators to promote bills in the context of the labour code

		<ul style="list-style-type: none"> - Two Department Orders (Nos. 129 and 130, Series 2013) formulated and adopted covering Rules and Regulations Governing the Employment and Working Conditions of Seafarers Onboard Ships engaged in domestic shipping and in international voyage, respectively - Initial draft Magna Carta for Seafarers formulated and now subject to consultations among stakeholders. - Improved convergence efforts among key national and local government to support indigenous peoples integrated development <p>Increase awareness of key government agencies on the spirit and the letter of ILO Convention 94 (in view of the adoption of a Department Order that is consistent with ILO Convention 94, in Public Contracts)</p>	<p>review/amendment</p> <ul style="list-style-type: none"> - Provided technical comments on the Domestic Work Bill vis C189 in consultations with Department of Labour and Employment (DOLE). - Completed, printed and launched the Comparative Study on ILO C169, IPRA and UNDRIP - Completed IPDP Lake Sebu project which upscaled income and employment opportunities for IPs in the production of cultural products. - Completed IPDP CARAGA project which facilitated convergence efforts to support IPs integrated development in 8 ancestral domains. - Completed initial direct support for IP and culture-sensitive disaster response for livelihood recovery <p>National tripartite conference/workshop on ILO Convention 94</p>
	1	<p>Case of satisfaction re: C.90). The subsections (1), (2) and (3) of section 12-A of the Republic Act No. 9231 of 2003, when read together, lead to a prohibition to work during the night as required by Article 2 of</p>	<p>See footnote 1.</p>

		<p>the Convention. Moreover, section 5(a) and (b) of Republic Act No. 679 of 1952, which prohibits night work by children under 18 years of age also states that children employed at night shall be granted a rest period of at least 13 consecutive hours between two working periods.</p> <p>(Case of interest re: C 87 and C98) The Government adopted to strengthen the operational capacity of the Philippines National Police (PNP) and Armed Forces of the Philippines (AFP), with the objective of fostering an enabling environment for the enjoyment of constitutionally guaranteed civil liberties and trade union right. In relation with C. 98, the Government adopted a series of positive measures.</p> <p>(Case of interest re:C.97) An extensive legal and policy framework applying the Convention has been carried out, illustrating the Government's commitment to promoting and protecting the rights of Filipino migrant workers. In particular, The Republic Act (RA) No. 8042 on Migrant Workers and Overseas Filipinos of 1995, as amended by RA No. 9422 to Strengthen the Regulatory Functions of the Philippine Overseas Employment Administration of 2006.</p>	
Samoa	1	(case of interest re : C. 182) L'art. 51(2) de la nouvelle loi 2013 sur les relations de travail et	See footnote 1.

		<p>d'emploi interdit l'emploi des enfants de moins de 18 ans sur les machines dangereuses ou dans toute activité ou dans tout lieu comportant des conditions de travail préjudiciables ou susceptibles d'être préjudiciables à la santé physique et morale des enfants.</p> <p>(case of interest re : C. 29) L'article 155 du Code pénal, adopté en 2013, interdit la traite des personnes, avec une sanction pénale d'une peine d'emprisonnement n'excédant pas 14 ans.</p> <p>(case of satisfaction re : C. 138) Pursuant to section 51(2) of the LER Act of 2013, children under 18 years of age are prohibited from being employed under working conditions injurious or likely to be injurious to the physical or moral health of such child.</p> <p>(case of satisfaction re: C. 182) The Crimes Act of 2013 was adopted and contains specific provisions prohibiting the sale and trafficking of children.</p>	
<p>Solomon Islands/ SLB826 Strengthened capacity of member States to ratify and apply international labour standards and to fulfil their reporting obligations</p>	<p>2</p>	<p>A written plan has been developed by the department of Labour with timely reporting on ratified conventions in June 2013</p> <p>The Solomon Islands Government have ratified seven remaining conventions in early 2012 and deposited the instruments of ratification.</p>	<p>The country benefits of the technical assistance programme SPA/NORMES. The programme supported the tripartite constituents to fulfil their reporting obligations under the ILO Constitution. Sensitized the Government on the backlog in the submission of adopted ILS to the</p>

			competent authority ; and recommended approach to future reporting based on documentation of the process to develop reports this year.
Timor-Leste/TLS126 Right-based labour legislation and ratification and application of international labour standards	1	Case of satisfaction and interest re: C98) The sections 45, 55 and 81 of the new Labour Code prohibit acts of anti-union discrimination on the grounds of trade union affiliation or activity, stipulate that anti-union dismissals shall be deemed null and void and provide for reinstatement and compensation of the worker.	See footnote 1.
Vanuatu International Labour Standards are boardly ratified and significant progress is made in their application in line with fundamental principles and rights at work.	2	Vanuatu now has a modernised labour law which complies with ILS and which it needs to put through the national process for enactment.	1. Technical Advice 2. Facilitated the mentoring by New Zealand Employers and Workers organisations to the Vanuatu Employers and Workers Organisations 3. Training to ILO tripartite partners on Labour Law Reform 4. Funding for workshops and trainings In June 2012 the ILO officially handed over to the Tripartite Labour Advisory Council (TLAC) the finalised Employment Relations Bill (ERB).
Viet Nam	1	(case of interest re: C.138) 2013 Plusieurs révisions des dispositions du Code du	See footnote 1.

	travail ont été adoptées en 2012, notamment l'adoption de l'art. 164 qui stipule que les employeurs ne peuvent utiliser que des enfants de plus de 13 ans à des travaux légers et à la condition que leurs horaires de travail soient aménagés de telle manière à ce qu'ils ne compromettent pas la fréquentation de l'école et ne nuisent pas à la santé et à la sécurité des jeunes.	

Americas			
Argentina	1	<p>(Case of interest re : C. 169) Des informations détaillées ont été transmises par le gouvernement en novembre 2013 sur la situation du relevé territorial commencé en 2006.</p> <p>(Case of satisfaction re : C. 3) The Act No. 26873 of 3 July 2013 was adopted concerning the promotion of breastfeeding, section 4 f an t of which provide for the promotion of regulations needed for the protection of nursing working mothers and the establishment of nursing facilities at the workplace.</p> <p>(case of interest re: C. 184) with respect to the scope of the application of the convention, the National Agricultural Labour Committee has extensive powers and periodically reviews the occupational safety and health situation.</p>	See footnote 1.
Bahamas	1	<p>(Case of interest and satisfaction re: C. 138). The Child Protection Act, 2007, entered into force on 1 October 2009. Section 7(1) of the Child Protection Act provides that no child – a person below the age of 18 years – shall be employed or engaged in any activity that may be detrimental to his or her health, education, or mental, physical or moral development.</p> <p>(case of interest re: C. 98) Section 43 of the</p>	See Footnote 1.

		Industrial Relations Act (IRA) has been amended so as to repeal the right of an employer to make an application for revoking a Union's recognition.	
Barbados	1	(case of interest rec : C. 144) 2013 Le rapport du gouvernement envoyé en mai 2013 inclut le procès verbal de la réunion de la commission permanente de consultation tripartite du 20 septembre 2011.	See footnote 1.
Belize	1	(Case of interest re: C.97) 2013 L'article 11(1) et (2) de la loi du Belize sur l'immigration, chapitre 156, reproduit avec l'article 8, paragraphes 1 et 2 de la convention, prévoyant ainsi que les travailleurs migrants admis à titres permanents à résider dans le pays conservent ce droit lorsqu'ils sont frappés d'une incapacité de travailler par suite à une maladie ou d'un accident survenus après leur arrivée. (case of interest re : C. 14) Le conseil consultatif du travail recommande d'amender l'article 118 de la loi sur le travail de manière à prévoir un repos compensatoire pour le travail effectué sur les jours de repos.	See footnote 1.
Brazil	1	Convenio 169 - El Comité de Expertos de la OIT tomó nota con interés de que, en enero de 2012, se publicó la orden interministerial núm. 35, de la Secretaría General de la Presidencia de la República y del Ministerio de Relaciones Exteriores de Brasil mediante la cual se	La OIT realizó, con recursos del Programa Conjunto Seguridad Alimentaria de mujeres y Niños Indígenas, cerca de 22 talleres para la diseminación del Convenio 169, a nivel nacional y local. La OIT produjo 22.000 ejemplares del Convenio en

		estableció un grupo de trabajo interministerial (GTI) para la elaboración de la propuesta de reglamentación del derecho a la consulta previsto en el Convenio 169. En julio de 2012, se invitó a participar en el proceso a nuevas entidades del Gobierno y se constituyeron las instancias para el diálogo entre el GTI y la sociedad civil.	portugués y en las lenguas indígenas ticuna, terena y guaraní-kaiowa, en cooperación con los pueblos, siendo las dos últimas también publicadas en versión oral (http://www.oitbrasil.org.br/node/292).
	2	a) El Gobierno publicó el Decreto n. 7.944 de 06.03.2013 que promulga el Convenio 151 y la Recomendación 159 de la OIT.	a) En el contexto de la publicación del Decreto, el Departamento de Normas, en asociación con el Departamento de Actividades Sectoriales de la OIT han organizado el Seminario: Democratización del Estado y la Participación de los Actores - Prácticas Antisindicales y Reglamentación del Convenio 151, realizado en Brasilia, en los días 9 y 10 de mayo de 2013, con la participación de un especialista de derecho y del Comité de Expertos en Aplicación de Normas de la OIT. El seminario contó con la participación de más de 150 representantes del gobierno, de los trabajadores, abogados y jueces. b) La OIT ha prestado apoyo técnico al Gobierno, a los pueblos indígenas, quilombolas y otras comunidades tradicionales, en el sentido de diseminar el contenido del Convenio 169 e intermediar el dialogo entre las partes. Fueron

			publicadas versiones del C. 169 en las lenguas Ticuna, Terena, Guaraní-Kaiowá y portugués . La OIT también tiene apoyado la realización de reuniones y talleres a respecto de la temática.
	1	<p>(Case of interest re: C.169) The Inter-ministerial Order No. 35 of the General Secretariat of the Office of the President of the Republic and the Ministry of Foreign Affairs was published in January 2012, establishing an inter-ministerial working group (GTI) for the formulation of the proposed regulations on the right to consultation.</p> <p>(case of interest re : C. 42) le gouvernement a déclaré que les nouvelle methodes de reconnaissance des maladies professionnelles instaurées par le décret No. 6042 (2007) permettaient de considérer comme maladie professionnelle l'infection charboneuse contractée par des salariés employés au chargement et au déchargement de marchandises.</p>	See footnote 1.
<p>Bolivia/BOL134 Se promueve la ratificación de convenios y se mejora la calidad de la preparación</p>	2	El Gobierno de Bolivia ratificó el Convenio 169 en 1991 y lo convirtió en Ley Nacional. En 2008 se produjo un cambio constitucional y se	La OIT con fondos del Gobierno de España (AECID) brindó asistencia técnica a la Comisión Técnica. Se desarrollaron talleres

de las memorias sobre los convenios ratificados		<p>incluyen los derechos colectivos en la nueva constitución. A partir de este marco el Gobierno de Bolivia decidió en el 2012 elaborar una Ley Marco de Consulta previa, para lo cual nombró una Comisión Técnica bajo la responsabilidad del Ministerio de Gobierno. A julio de 2013 existe un primer borrador de anteproyecto de Ley marco de consulta previa consultada a los pueblos indígenas, originario campesino y con aportes de distintos actores, será presentado a la Cámara de senadores en la Asamblea nacional.</p> <p>se aprobó un proyecto de ley de consulta a los pueblos indígenas (propuesta de ley consulta previa libre e informada). Este texto aún no ha sido presentado al Presidente y al Assamblée Legislativa del Estado Plurinacional de Bolivia.</p>	<p>de capacitación a distintos actores para el debate y esclarecimiento sobre el derecho de consulta en el marco del C169, priorizándose funcionarios públicos y legisladores, así como representantes indígenas. También la OIT con fondos provenientes de una iniciativa interagencial (UNIPP) facilitó el análisis y revisión de legislación comparada cuyos resultados ayudaron a la redacción del anteproyecto. Finalmente la OIT impulsó intercambios de experiencias con otros gobiernos que vienen aplicando el derecho a la consulta en la región.</p>
		<p>(case of interest re : C. 169) Les afro-Boliviens sont considérés comme une communauté selon l'article 3 de la constitution politique de l'Etat en vigueur depuis février 2009.</p> <p>(case of satisfaction re : C. 87) Section 234 of the Penal Code was repealed following the adoption of Act 316 of 2012.</p>	See footnote 1.
British Virgin Islands (United Kingdom)	1	<p>(Case of interest re: C. 85) The text of the Labour Code, No. 4 of 2010, meets the requirements of Articles 4 and 5 of the</p>	See footnote 1.

		Convention	
Canada	1	(case of interest re: C. 111) 2013 La loi sur la santé et la sécurité au travail de l'Ontario a été modifiée pour inclure l'obligation des employeurs de formuler des politiques et des programmes concernant la violence et le harcèlement au travail.	See footnote 1.
Chile/CHL826 Strengthened capacity of member States to ratify and apply international labour standards and to fulfil their reporting obligations	2	Se estableció en marzo de 2013 una "Mesa de Consenso", sobre la base de la propuesta del Gobierno a los representantes de los pueblos originarios en materia de consulta y participación indígena de agosto del 2012 y nueve contrapropuestas de dirigentes indígenas en representación de los pueblos originarios de Chile. Dicha mesa, se compone de 40 representantes de los nueve pueblos indígenas, 10 representantes del Gobierno (funcionarios del Ministerio de Desarrollo Social y demás ministerios, con excepción del Ministerio del Interior) y el director nacional de la Corporación Nacional de Desarrollo Indígena (CONADI). En ella, se busca alcanzar un acuerdo para una normativa que reglamente la consulta en aplicación del C 169. Entre marzo y julio de 2013 se celebraron ocho reuniones en que se logró el consentimiento acerca de la mayoría de los artículos de la nueva normativa. En particular, hay consenso sobre la duración (100 días) y procedimiento de la consulta.	La OIT brindó asistencia técnica sobre la base de los comentarios de la Comisión de Expertos. Esta se materializó en talleres de capacitación y orientación a las partes sobre el significado y alcance del derecho a la consulta de los pueblos indígenas. A través y como producto de estas capacitaciones, el gobierno elaboró su propuesta de reglamento sobre el derecho de consulta así como sus siguientes modificaciones. Asimismo, las capacitaciones orientaron a los pueblos y sus representantes en la formulación de sus 9 contrapropuestas. Con la facilitación de la OIT y a la luz de la orientación contenida en la observación general de la Comisión de Expertos de 2010 sobre el derecho de la consulta, se estableció la mesa de consenso. La OIT brindó también asistencia técnica por medio de folletos informativos sobre el C 169. Por último, cabe señalar que la OIT, en momentos de desencuentro entre el gobierno y los

			pueblos, ofreció su espacio para reactivar y estimular el diálogo de las partes.
	1	<p>(Case of interest re : C. 169) With the CEACR's reference to the serious dispute between the Government and the Mapuche peoples referred to in its 2010 direct request, Act No. 20477 was adopted on 30 December 2010, and thus modified the jurisdiction of military tribunals. Civilians and minors may in no event be subject to the jurisdiction of military tribunals as defendants, although they retain the right to assistance to take action in military tribunals as victims or initiators of penal action.</p> <p>(case of interest re : C. 187) Le gouvernement a fourni des informations au sujet du plan annuel de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles pour 2013, du plan national d'élimination de la silicose et du Plan « ConstruYO Chiles », qui ont des cibles et des objectifs spécifiques.</p>	
<p>Colombia/COL107 El gobierno toma medidas para atender y mejorar sus políticas, normativa y prácticas en conformidad a las Recomendaciones de la Comisión de Expertos y la Misión de Alto Nivel</p>	2	<p>En el informe de la CEACR 2012 se ha tomado nota de los esfuerzos de Gobierno por disminuir la violencia y la vulneración de derechos por el conflicto armado que involucra a pueblos indígenas y exhorta a seguir implementado medidas tendientes al fortalecimiento y seguridad</p>	<p>Se ha difundido entre distintos actores las observaciones del CEACR 2012 con la finalidad de que el Gobierno realice mayores esfuerzos. La OIT conjuntamente con las autoridades colombianas ha realizado, 4 talleres de</p>

		<p>de los pueblos en sus territorios. A esto también ha contribuido la conducta asumida por la Corte Constitucional de Colombia que ayuda a la protección y cumplimiento de los derechos fundamentales y colectivos de los pueblos indígenas.</p> <p>Fortalecimiento de Comisión Tripartita Especial de Tratamientos de Conflictos ante la OIT (CETCOIT). La comisión está operativa y se ocupa con mayor eficacia.</p>	<p>formación y sensibilización con respecto a los instrumentos normativos y órganos de control destinado a jueces fiscales, procuradores e investigadores judiciales (aproximadamente 140 funcionarios), con especial énfasis en lo recomendado por la comisión de expertos en materia de los convenios de libertad sindical y negociación colectiva replicando también la mecánica de trabajo y la forma de resolver del comité de libertad sindical con casos que ha sido material de pronunciamiento del mismo</p> <p>SPA/NORMAS Program. Asistencia por la creación de esta comisiones tripartitas, que trata a nivel nacional los conflictos en materia de libertad sindical. Los interlocutores sociales y el Gobierno de Colombia han podido resolver numerosos casos que estaban en instancia ante el Comité de Libertad Sindical por medio de este mecanismo.</p> <p>La OIT ha participado en eventos que sobre consulta ha organizado el Gobierno con la finalidad de esclarecer, analizar y precisar conceptos y contenidos referentes al Convenio 169 y en particular al derecho de consulta.</p>
	2	<p>El Gobierno colombiano está aplicando procedimientos de consulta para planes y programas de desarrollo a través de la Dirección de consulta previa del Ministerio de Interior. Sin embargo el Gobierno se ha dado cuenta de que no se están logrando cambios significativos en la</p>	<p>La OIT ha participado en eventos que sobre consulta ha organizado el Gobierno con la finalidad de esclarecer, analizar y precisar conceptos y contenidos referentes al Convenio 169 y en particular al derecho de consulta.</p>

		relación entre el Estado y los Pueblos Indígenas y en procesos de desarrollo local, por lo que ha elaborado una propuesta de Ley de Consulta previa, la que deberá pasar por un proceso de consulta antes de ser aprobada en el Congreso.	
	1	<p>(Case of interest re: C.81). The project to promote compliance with international labour standards in Colombia, was launched in August 2012. The objectives of the project are: (1) to strengthen the institutional capacity of the Ministry of Labour, and particularly of the labour inspection services; (2) to strengthen existing social dialogue bodies and the social partners who participate in them; and (3) to strengthen the institutional capacity of the Government of Colombia to improve measures for the protection of trade union leaders, members, activists and organizers and to combat the impunity of perpetrators of acts of violence against them.</p> <p>Moreover, section 1 of Decree No. 2021 of 8 June 2011, which partially implements Act No. 1233 of 2008 and section 63 of the abovementioned Act No. 1429, stipulates that the placement of labour is a function that belongs to temporary employment agencies and is not permitted for associated work cooperatives.</p> <p>Finally, the Act No. 1429 of 2010 abolished 13</p>	See footnote 1.

tasks that previously had to be performed by labour inspectors and Decision No. 1286 of 20 April 2011 relieved inspectors of the task of processing authorizations for severance payments and for the registration of retirees.

(Case of interest re:C. 18)

The Law No. 1562 amending the Vocational Risk System and other provisions concerning occupational health was adopted on 11 July 2012, and extended the personal scope of the Occupational Risks System (SGRL). The new law incorporates the previous system of vocational risks into the new SGRL and extends compulsory affiliation to several groups of employees, including independent contractors with more than one month contract, the worker-members of cooperatives and pre-cooperatives and self-employed workers in high-risk activities. Moreover, the law provides for voluntary membership of informal workers.

(case of interest re: C. 98) Pursuant to the Decree, the Government, and the CUT, CGT and CTC and other organizations of workers employed by the State reached an agreement in negotiations on a unified set of demands relating to the government service which benefits more

		<p>than 1,050,000 public employees and that bargaining has been initiated throughout departemental governments, universities and other actors.</p> <p>(case of satisfaction re: C. 24) The Act No. 1438 reforming the General Social Security Health System was adopted in 2011.</p>	
<p>Costa Rica/CRI101 El país adecua y mejora la aplicación de la legislación laboral nacional, particularmente referida a los Convenios Fundamentales y Prioritarios de la OIT.</p>		<p>. Case of interest re: C.98). The ruling by the Constitutional Chamber of the Supreme Court of Justice (No. 12457-2011) which clearly gave priority to collective agreements in relation to direct agreements with non-unionized workers.</p> <p>(case of interest re: C. 117) la commission prend note avec intérêt les informations fournies par le gouvernement en réponse à sa demande en 2008 dans son rapport recu en septembre 2013, qui fait état d'une amélioration du revenu moyen et de la qualité de l'emploi, entre autres.</p>	See footnote 1.
<p>Dominican Republic</p>	1	<p>(case of interest re : C. 167) Dans le cadre des efforts du gouvernement pour garantir la santé et la sécurité au travail des travailleurs du secteur de la construction, le gouvernement a mis en place une instance technique tripartite au sein de laquelle ont été convenus dix points essentiels applicables aux travailleurs enregistrés, non enregistrés ou autonomes.</p>	See footnote 1.
<p>Ecuador</p>	2	-El personal del Ministerio de Trabajo,	-La OIT apoyó a través de dos seminarios

		<p>instituciones gubernamentales, el poder judicial y organizaciones de trabajadores mejoran la práctica de la legislación y la aplicación de los convenios 87, 98 y 169 mediante formaciones en materia de pueblos indígenas y tribales, la libertad sindical, negociación colectiva y el sistema de control de la OIT.</p> <p>-Los Magistrados y jueces mejoran la práctica en el ámbito de la legislación en materia laboral a través de la formación en libertad sindical y negociación colectiva y sobre relaciones de trabajo para mejorar la aplicación de los convenios 87,98 y 158 y la recomendación 198.</p>	<p>con el Ministerio de Trabajo, Corte Suprema, Universidades y otras entidades públicas sobre obligaciones constitucionales con énfasis en el C169, en abril 2012 y abril 2013 respectivamente. La OIT también efectuó un Taller con las Organizaciones de Trabajadores sobre el sistema de control de la OIT, libertad sindical y negociación colectiva. -La OIT ha desarrollado jornadas de trabajo en mayo de 2013 con el Sistema de Naciones Unidas con la finalidad de formar a los funcionarios del Gobierno, pueblos indígenas y tribales, funcionarios del Sistema de Naciones Unidas, personal diplomático y el público en general sobre el derecho a la consulta, a través de la participación y buenas prácticas de otros países. -La OIT formó a través capacitaciones en enero de 2012 a magistrados y jueces de la Corte Suprema y del Poder Judicial sobre el sistema de control de la OIT y los convenios 87,98 y 158.</p>
	1	(case of satisfaction re: C. 121) The decision No. CD 390 of 10 November 2011 was adopted and contains the general regulations on occupational risk insurance and repeals a previous decision	See footnote 1.

		(case of satisfaction re : C. 130) Section 102, 105 and 117 of the Social security Act has been amended and have the effect of extending coverage of social protection for health and sickness to dependent spouses and partners and children up to 18 years of age.	
Guatemala/ GTM104 El país, con el apoyo de la OIT, ejecuta acciones para mejorar aplicación de la legislación laboral en concordancia con las NIT's, en particular el Convenio 169 y los convenios Fundamentales y prioritarios.	1	<p>-La Comisión de Expertos en su última observación sobre el examen de la aplicación del Convenio Núm.182 durante 2012 toma nota con satisfacción de que en virtud del art 40 del decreto número 9-2009, se establece la ley contra la violencia sexual y explotación y trata de personas y se modifica el art. 194 del Código Penal.</p> <p>-La Comisión de Expertos en su comentario sobre el examen de la aplicación del Convenio Núm.182 durante 2013, tomó nota con interés de que según la información del Gobierno, el Programa de Transferencia Monetaria condicionada titulado Mi familia Progresá ha logrado su objetivo de llegar a 800.000 familias: un total de 904.910 familias se beneficiaron del programa en 2010, y 874.282 familias en 2011. -</p>	<p>-La OIT apoyó e impulsó la elaboración de la Ley contra la violencia sexual y explotación y trata de personas mediante reuniones con los Mandantes y con diputados, y asesoramiento técnico. La OIT elaboró para la consideración del Ministerio en julio de 2013 un Protocolo de la Inspección General de Trabajo para la detección y referencia de casos de trata de personas, consistiendo en un instrumento especializado que establece los parámetros de detección e identificación de víctimas de trata de personas en los centros de trabajo dando así cumplimiento a la legislación nacional y a los compromisos adoptados en los Convenios Internacionales.</p>
	2	-El Gobierno de la República instaló una Comisión Ministerial de Alto Nivel para tratar el tema de la efectiva aplicación del Convenio 169, a partir de	-La OIT brindó asistencia técnica a través de seminarios dirigidos a los funcionarios de la fiscalía General de la República

		<p>una Misión de la OIT en agosto del 2012. - Existe un Protocolo definido tripartitamente para asegurar el efectivo cumplimiento del Convenio 169.</p> <p>- El Ministerio de Trabajo y las Organizaciones de Trabajadores firmaron un Memorándum de Entendimiento con el objeto de asegurar un mejor y mayor cumplimiento, particularmente, del Convenio 87 sobre Libertad Sindical y 98.</p> <p>- La Fiscalía de la República ha tomado medidas especiales para atender los casos de asesinatos de sindicalistas.</p> <p>- Comisión en el Ministerio Público que en reuniones mensuales con las OS le dan seguimiento a los casos de asesinatos y amenazas a sindicalistas.</p>	<p>durante julio de 2012, donde se capacitaron alrededor de 40 personas. La OIT también formó personal del Ministerio de Trabajo e instituciones gubernamentales durante julio 2012 con la presencia de alrededor de 50 personas; representantes de las organizaciones de empleadores y trabajadores y los altos funcionarios del Poder Ejecutivo en agosto de 2012, capacitando a 60 personas; con la finalidad de crear una cultura de aplicación de los Convenios 87, 98 y 169.</p>
<p>Grenada/GRD826 Grenada has strengthened capacity to ratify and apply international labour standards and to fulfil their reporting obligations</p>	2	<p>In 2013, 14 out of 15 requested reports have been received.</p> <p>The national partners participate more actively into the ILS system and to fulfilling their reporting obligations.</p> <p>A plan of action has been set up to clear the backlog of reports on ratified conventions.</p>	<p>The country benefits of the technical assistance programme SPA/NORMES.</p> <p>Participation of a labour officer to the Distance training on best practices in reporting (2012)</p> <p>Full fellowship for participation of one labour officer to the pre-conference course on ILS (Turin and Geneva), in June 2013.</p> <p>A workshop on ILS, Fundamental Principles and Rights at Work and Reporting Obligation (11-13 June 2013) co-facilitated</p>

			by a senior labour officer from another Caribbean country (organized by the ILO). The workshop provided labour officers, social partners and other stakeholders with better understanding of the importance of reporting (under the framework of the ILS time-bound programme)
	1	<p>(Case of satisfaction re: C.100). The Minimum Wage Order SRO (2002) has been replaced by the Minimum Wage Order SRO 30 (2011), which came into force on 1 January 2011, and provides a uniform minimum wage for agricultural workers.</p> <p>(Case of interest re: C. 138) 2013 L'article 4 de la loi de 1939 sur le recrutement des travailleurs interdit l'embauche de personnes de moins de 18 ans, sous réserve que le ministre autorise, par voie de réglementation, le recrutement de personnes de plus de 16 ans pour des travaux légers, avec le consentement de leurs parents ou de leur tuteur, et sous réserve des conditions prescrites dans la réglementation.</p> <p>(case of interest re : C. 182) L'article 4 de la loi de 1939 sur le recrutement des travailleurs interdit le recrutement de personnes de moins de 18 ans et que le ministre peut, par voie de règlement, autoriser l'emploi des personnes de</p>	See footnote 1.

		<p>plus de 16 ans dans les travaux légers avec le consentement des parents/tuteurs et sous réserve des conditions établies par le règlement en question.</p> <p>(case of satisfaction re : c. 99) The Minimum Wage Order was adopted in 2011 and removes differentiated minimum wage rates for male and female worker in agriculture.</p>	
Haiti	1	<p>The commission for the preparation of the reports dues (art 22 OIT Const) has been established.</p>	<p>The country benefits of the technical assistance programme SPA/NORMES. Technical assistance was provided as follows:</p> <ul style="list-style-type: none"> - May 2012: Tripartite support Workshop on ILS and supervisory system; - Technical expertise for assisting on reporting.
Honduras	1	<p>(case of interest re: C. 122) 2013 Le 7 février 2012 a été signé le Grand accord national pour une croissance dans l'équité sociale (GAN) qui se fonde sur un pacte social à court, moyen et long terme entre les représentants du secteur ouvrier et paysan, du secteur des entrepreneurs et du secteur gouvernemental.</p> <p>(case of interest re : C. 169) The Committee notes with interest th observations and the conclusions of the participants in an information</p>	<p>See footnote 1.</p>

		workshop on the report which was held on 29 th August 2013, with ILO assistance	
Nicaragua/NIC101 El país mejora el cumplimiento de la legislación laboral nacional, en particular aquella referida a los convenios fundamentales y prioritarios de la OIT	1	-La Comisión de Expertos toma nota con satisfacción en su observación del 2012 sobre la aplicación del Convenio 138, considerando la adopción del Acuerdo Ministerial JCGH-08-06-10, de 19 de agosto de 2010, que sustituye al listado de trabajos peligrosos aprobado por el acuerdo ministerial VGC-AM-0020-10-06, de 14 de noviembre de 2006.	La OIT brindó asistencia técnica (reuniones con los mandantes y diputados) para la implementación del Acuerdo Ministerial JCGH-08-06-10, durante el año 2012.
	1	-La Comisión de Expertos toma nota con satisfacción en su observación de 2012 sobre la aplicación del Convenio 182, ya que considera que el listado de trabajos peligrosos aprobado por el Acuerdo Ministerial comporta los tipos de trabajo peligrosos realizados en el sector agrícola. La presidencia ha creado el Sistema Nacional para el Bienestar Social, para la implementación de la política social con un enfoque de restitución de derechos y fortalecimiento de las capacidades de las familias más vulnerables. En este modelo se incluye una línea de intervención para la atención de niños y niñas trabajadores de la calle, para inserción a la escuela y atención en salud.	-La OIT apoyó técnicamente en el diseño de la línea de intervención para la atención de niños y niñas trabajadores de la calle, que es una forma peligrosa de trabajo infantil.

	1	<p>(Case of interest re: C. 122) 2013 La commission nationale de l'emploi des jeunes, qui relève du Conseil national du travail, ainsi que le le plan national 2012-2016 de l'emploi et du travail digne pour les jeunes du Nicaragua, ont été mis en place.</p> <p>(case of interest re: C. 138) The number of inspections increased from 624 in 2010 to 1301 in 2011.</p>	See footnote 1.
	2	<p>Las instituciones gubernamentales toman medidas relacionadas con el el cumplimiento y alcance del Convenio Núm. 169. Por ejemplo, la consulta a las Regiones Autónomas se realiza de manera adecuada, lo último, relacionado con la aceptación de realizar estudios para la construcción de un canal interoceánico que pasaría por sus territorios.</p> <p>- Los inspectores de trabajo del Ministerio de Trabajo realizan inspecciones de mejor calidad, utilizando nuevos conocimientos sobre seguridad y salud en el trabajo, conforme las normas internacionales del trabajo y las recomendaciones del sistema de control de la OIT para mejorar la aplicación de los Convenios 81, 150, 155, 161 y 187.</p>	<p>-La OIT efectuó una capacitación sobre el Convenio núm. 169 en los territorios indígenas del pacífico, centro y norte, para el fortalecimiento del Consejo Nacional de Pueblos Indígenas de estos territorios durante agosto de 2013. -Durante el mes de septiembre 2013 la OIT realizó un Taller sobre el Convenio núm. 169 dirigido a funcionarios públicos a solicitud del Vice Ministerio de para Asuntos Indígenas y Afrodescendientes del Ministerio de Relaciones Exteriores. -La OIT apoyó a través de 2 talleres al diplomado sobre ?Derechos Humanos y pueblos indígenas y afrodescendientes?dirigido a funcionarios públicos en el marco del "Proyecto Fortalecimiento de las capacidades y Acceso a la justicia" en coordinación con la Escuela de Estudios Judiciales de la Corte</p>

			Suprema.
<p>Mexico/MEX826 Strengthened capacity of member States to ratify and apply international labour standards and to fulfil their reporting obligations</p>	2	<p>El Gobierno Mexicano ha iniciado acciones concretas para establecer las bases para una eventual ratificación del convenio 138. El Gobierno, a través del Ejecutivo, ha enviado al Congreso la iniciativa de reforma para modificar el artículo 123 de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos en el 2013 y modificar la edad para trabajar. Reforma que se requiere modificar para la ratificación del convenio de la OIT.</p> <p>El Gobierno nacional ha adoptado la primera reforma sustantiva en cuarenta años a la Ley Federal del Trabajo que incorpora cambios que van en línea con el contenido de Convenios y Recomendaciones, en materia de igualdad de género (licencia de paternidad; C.156), trabajo infantil (listado de trabajo infantil peligroso, C.182), negociación colectiva (C.98), productividad y capacitación (R.195), subcontratación (C.181, R.189).</p>	<p>La OIT ha proporcionado información relativa al marco jurídico nacional relacionado con el trabajo infantil y el trabajo adolescente, en vinculación con los estándares laborales internacionales y de derechos humanos, para hacer un balance de los avances en el campo jurídico y las brechas aún existentes para lograr la armonización de la legislación nacional con dichos estándares internacionales</p>
	1	<p>(Case of interest re: C.155). The CEACR noted with interest the adoption of an inspection programme with five main priorities: (1) the completion of the full register (work will continue on completing a list of mines and mineshafts to be visited with a view to updating the databases</p>	See footnote 1.

of the participating authorities); (2) documentary requirements (enterprises which have not been inspected previously will be required to provide documentation demonstrating compliance with the respective standards); (3) inspections (which will be programmed in workplaces where inspections have been carried out before or where the records show repeated failures to comply with the regulations); (4) large-scale mining (targeting ten mines with a large number of workers); and (5) promotion (with the objective of promoting compliance with the various official Mexican Standards, and specifically NOM-032-STPS-2008 on safety in underground coalmines).

(Case of interest re:C.150)

An inter-institutional grouping has been established with a view to exchanging data for the purpose of creating a single directory of mining enterprises, which will facilitate the supervision of safety and health conditions in mines. Moreover, a labour secretariat has been created in the State of Coahuila and that it went into operation in December 2011.

(case of interest re: C.142) 2013

La contribution de la confédération des chambres d'industrie du Mexique au rapport du

gouvernement confirme que la confédération a participé activement à l'insertion et à l'évaluation des programmes que le Secrétariat du travail met en œuvre afin d'accroître les chances des travailleurs de s'insérer définitivement dans un lieu de travail.

(case of interest re: C. 144)

Le gouvernement a fourni une indication dans le rapport reçu en septembre 2013 selon laquelle les copies des rapports soumis au BIT ont été transmises à l'Union nationale des travailleurs.

(case of interest re: C. 169) L'ajout d'une disposition spéciale dans le cadre de la réforme de la loi fédérale du travail en 2012, oblige les employeurs à recourir aux services d'un interprète lorsque le travailleur ne parle pas espagnol.

(case of interest re: C. 111) In addition to the protection established in section 56, the recently amended federal Labour Act in section 113 prohibits employers from requiring certificates that women are not pregnant to obtain or keep a job, or for promotion, and from dismissing or directly or indirectly coercing women to resign because of pregnancy, a change in civil change or care for children.

Panama	1	<p>(case of interest re: C. 182) Suite à l'enquête sur le travail des enfants de 2010, une diminution de 29 065 enfants entre 5 et 17 ans exerçant un travail a été mise en évidence.</p> <p>(case of interest re: C. 122) Open unemployment fell from 4.7% in 2010 to 2.9% in 2011.</p>	See footnote 1.
Paraguay/PRY826 Strengthened capacity of member States to ratify and apply international labour standards and to fulfil their reporting obligations		<p>(Case of interest re:C. 169) Since 2011, a monthly pension has been established for all indigenous adults aged over 65 years, administered by the Ministry of Finance.</p> <p>(case of interest re: C. 138) 2013 Dans le cadre de la ratification de la convention No. 189 sur les travailleuses et les travailleurs domestiques, un avant-projet de loi sur le travail domestique a été présenté au Sénat, lequel fixe l'âge minimum d'accès à l'emploi de travailleur domestique à 18 ans.</p>	See footnote 1.
Peru/PER140	1	<p>El CEACR ha tomado nota con satisfacción de la aprobación de la Ley de consulta previa (Ley N°29785) y pide al Gobierno que tome las medidas necesarias con miras a asegurar que el reglamento que se adopte tenga plenamente en cuenta las disposiciones del Convenio</p> <p>Adoption par la Commission nationale de lutte contre le travail forcé du Plan national (2013-</p>	La OIT brindó asistencia técnica a las distintas Comisiones que desde el Poder Legislativo elaboraron la Ley. De igual manera acompañó todo el proceso de construcción del Reglamento de la Ley de consulta así como el diálogo entre organizaciones indígenas y el Estado, hasta su aprobación final.

		<p>2017) en janvier 2013 qui a été approuvé par le Ministère du Travail le 11 juin 2013</p> <p>Préparation de lignes directrices d'un Protocole interinstitutionnel d'action pouvant servir de guide aux institutions étatiques impliquées dans la lutte contre le travail forcé (financement d'un contrat).</p> <p>Appui juridique en vue de la préparation du projet de modification du Code pénal (Vidéoconférences, financement de 2 contrats de collaboration externe pour élaborer une proposition d'exposition des motifs).</p>	<p>Dans le cadre du programme SPA/NORMES l'assistance technique est en cours depuis 2012 pour :</p> <p>fournir des conseils techniques à la Commission nationale de lutte contre le travail forcé en vue de l'adoption d'un nouveau plan d'action de lutte contre le travail forcé et en vue de l'adoption d'une nouvelle disposition du Code pénal incriminant spécifiquement le travail forcé, comme demandé par la commission d'experts.</p>
	1	<p>(Case of interest re: C. 176) Le gouvernement a envoyé un rapport détaillé faisant état des larges consultations menées pour son élaboration et de la législation pertinente qui a été adoptée.</p> <p>(Case of interest re: C. 29) The second national Plan to combat forced labour covering period 2013-17 was adopted in June 2013.</p>	See footnote 1.
	2	<p>El Vice Ministerio de Interculturalidad (VMI) como órgano técnico especializado ha desarrollado una serie de instrumentos de gestión para la aplicación del Reglamento de Consulta y ha iniciado un proceso de formación de funcionarios</p>	<p>La OIT ha apoyado la elaboración de un plan estratégico de Trabajo del VMI, en coordinación con el Sistema de Naciones Unidas y la cooperación internacional, ha apoyado el diseño y aplicación del módulo</p>

		<p>públicos, de intérpretes indígenas, de facilitadores y de organizaciones indígenas . Todo ello con la finalidad de desarrollar procesos de consulta acordes a lo establecido en el C169.Actualmente el gobierno ha identificado las primeras medidas que serán consultadas a los pueblos indígenas. A nivel del poder legislativo, existe una propuesta de Ley de Consulta pre-legislativa que aun no ha entrado al debate del pleno.</p>	<p>de capacitación para funcionarios públicos nacionales y regionales, ha participado en los procesos de capacitación de intérpretes indígenas y facilitadores de procesos de consulta. Actualmente se viene acompañando la preparación de los primeros procesos de consulta. A nivel del Poder Legislativo se continúa acompañando la construcción de una propuesta de consulta pre legislativa. Diversos sectores del poder ejecutivo capacitados técnicamente, en coordinación con el Ministerio de Trabajo, en materia de sumisión y ratificación de las NIT, así como de la necesidad de presentar las memorias conforme lo establece el procedimiento respectivo de la OIT.La Academia de la Magistratura ha incluido en su curriculum curso estándar de NIT</p>
<p>Saint Lucia/ LCA826 Strengthened capacity of member States to ratify and apply international labour standards and to fulfil their reporting obligations</p>	<p>1</p>	<p>(Case of satisfaction re: C87) The entry into force of the Labour Act 2006 on 1 August 2012, has brought down to 20 and six respectively the minimum founding membership for a trade.</p> <p>(case of interest re : C. 182) Suivant les articles 5(2) et 10 de la nouvelle loi sur la lutte contre la traite de 2010, le recrutement, le transport,</p>	<p>See footnote 1.</p>

		l'hébergement ou l'accueil et l'offre d'un enfant à des fins d'exploitation constituent un délit aggravé.	
	2	<p>The Labour Code of Saint Lucia, which was adopted in 2006, was proclaimed in August 2012.</p> <p>A guide for Employers on the Labour Code ("Frequently Asked Question on the Labour Act") was developed and printed. This Guide will allow a better understanding and implementation and use of the Code by relevant actors.</p>	<p>The country benefits of the technical assistance programme SPA/NORMES.</p> <p>Technical support for the revision of the Labour Code was provided by the ILO in previous biennium.</p> <p>The ILO provided technical support for the development and production of the Guide for employers on the Labour Code.</p> <p>Full fellowship for participation of one labour officer to the pre-conference course on ILS (Turin and Geneva), in June 2012.</p>
<p>Saint Kitts and Nevis/ KNA826 Strengthened capacity of member States to ratify and apply international labour standards and to fulfil their reporting obligations</p>	2	<p>Merchant Shipping (Maritime Labour Convention) Regulations have been drafted and the Director, Maritime and Civil Aviation Affairs indicated on 18/7/13 that the Regulations should be adopted before the end of October 2013.</p> <p>Adoption of the Equal Pay Act (June 2012)</p> <p>A modern Labour Code has been drafted and is the subject of extensive consultations among tripartite constituents.</p>	<p>The country benefits of the technical assistance programme SPA/NORMES. The ILO provided technical advisory services and financial support for:</p> <ul style="list-style-type: none"> - the participation of a national delegation in the 2009 Hemispheric Conference on the MLC held in Barbados - conducting a MLC-related legal gap analysis (May 2011); - drafting Merchant Shipping (Maritime Labour Convention) Regulations (March-

			Nov. 2012) - drafting of a modern Labour Code (scoping mission in Oct. 2011 and drafting of Labour Code in 2013) - Training Workshop for Inspectors on MLC, 2006.
Saint Vincent and the Grenadines	1	(case of interest re : C. 182) Le terme « exploitation » dans la loi de 2011 sur la traite des personnes désigne notamment le fait de contraindre une personne à transporter des objets illégaux à l'intérieur d'un pays ou à destination d'un autre. (Case of satisfaction re : C. 182) According to section 5(2) and 8(1)d of the Prevention of Trafficking in Persons Act of 2011, the recrutement, transportation, harbouring or receipt of a child or giving of payment or benefits to obtain consent of a person having control o a child, for the purpose of exploitation constitutes an aggravated offence of trafficking in persons and shall be liable to imprisonment up to 20 years.	See footnote 1.
Trinidad and Tobago	1	(Case of satisfaction re: C.182) The Trafficking in Persons Act was adopted on 9 June 2011. Section 18 of the Act prohibits the trafficking of children, specifically the recruiting, transporting, transferring or receiving of a child	See footnote 1.

		<p>into Trinidad and Tobago or the harbouring of a child within the country for the purpose of exploitation.</p> <p>(case of interest re: C. 138) 2013 L'annexe 3 à la loi sur les enfants de 2012 dispose que l'article 76(1) de la loi sur l'éducation sera modifié de manière à porter à 16 ans l'âge auquel la scolarité obligatoire prend fin avant de le faire coïncider avec l'âge d'admission à l'emploi ou au travail.</p> <p>(case of interest re : C. 182) la partie VIII de la loi sur l'enfance de 2012 traite de la pornographie mettant en scène des enfants et l'article 40(1) de cette même loi dispose qu'une personne qui produit ou permet de produire de la pornographie mettant en scène des enfants, ou publie, distribue, détient, achète ou échange de la pornographie mettant en scène des enfants commet un délit qui expose à une condamnation d'une amende de 30 000 dollars TTD et une peine de 10 ans de prison.</p>	
Uruguay	1	<p>(Case of interest re: C. 97) The Migration Act No. 18250 was promulgated on 6 January 2008, as well as its implementing regulations. These provisions constitute a legislative framework with the aim of establishing</p>	See footnote 1.

		<p>a human rights policy for migration, regulating the admission, entry, residence and departure of persons to and from the national territory on the basis of the recognition of equal rights of migrants in relation to Uruguayan nationals regarding health, work and social security.</p> <p>(case of interest re: C. 103) 2013 La loi No. 18868, adoptée le 10 janvier 2012, interdit d'exiger la réalisation ou la présentation d'un test de grossesse ou d'un certificat médical en tant que condition requise pour un poste ou un emploi, tant dans le secteur public que dans le secteur privé.</p>	
Venezuela	1	<p>(case of satisfaction re : C. 3) The Basic Act on labour and male and female workers (LOTTT) was adopted in April 2012 and its section 335 guarantees women workers special protection against dismissal from the start of their pregnancy and up to two years after childbirth, thus strengthening the protection provided for in Article 4 of the Convention.</p>	See footnote 1.

Europe-Central Asia**Albania**

1

(Case of interest re: C150)

A 1995 law has recently been amended to improve the definition of employment, introduce the concept of employment services, counselling and orientation for the profession, and develop new employment programmes, such as professional practice for recent high school graduates.

(Case of interest re: C. 97) 2013

Des informations détaillées ont été fournies par le gouvernement sur les mesures prises pour assurer des services adéquats et gratuits ainsi que des informations aux émigrants albanais, en particulier dans le cadre de la stratégie nationale sur les migrations et du plan d'action national pour les migrations et des accords bilatéraux avec l'Italie, l'Allemagne et la France.

(Case of interest re: C. 102) 2013

Suite à l'adoption de la loi No. 10.383 du 24 février 2011 sur l'assurance maladie obligatoire, le droit de former appel est désormais reconnu dans les affaires concernant la santé, s'agissant d'une amende ou de la suspension de prestations (art. 39)

(case of interest re : C. 183) the 1995 Labour

See footnote 1.

		Code is being modified and the draft amendments are awaiting approval by the Council of Ministers.	
Armenia	1	(Case of interest re: C. 97) 2013 Avec l'assistance de l'Organisation internationale pour l'émigration (OIM) des centres de ressources pour les migrations ont été constitués au sein du service national de l'emploi et que les centres régionaux de l'emploi fournissent aux travailleurs migrants des informations et des conseils sur les possibilités d'emploi et aident les migrants revenant en Arménie à s'insérer dans le marché du travail.	See footnote 1.
Austria	1	(case of interest re : C. 187) Les informations détaillées fournies par le gouvernement au BIT comprennent une longue liste de la législation qui prévoit un système national complet pour la SST, avec tous les éléments prescrits dans la convention.	See footnote 1.
Azerbaijan	1	(case of interest re : C. 87) The amendment of the Act on Trade Unions repeals section 6(1) which previously prohibited trade unions from engaging into political activities.	See footnote 1.
Belgium	1	(case of interest re : C. 155) 2013 La loi du 4 août 1996 relative au bien être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail et les arrêtés royaux d'exécution, y compris l'arrêté royal du 27 mars 1998 relatif à la politique de	See footnote 1.

		<p>bien-être des travailleurs lors de l'exécution d leur travail permettent de donner effet à la convention No. 155 sur la sécurité et santé des travailleurs.</p> <p>(case of interest re : C. 161) Les informations législatives fournies par le gouvernement dans le premier rapport permettent de donner effet à la majorité des dispositions de la convention, y compris la loi du 4 aout 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution deleur travail et les arrêtés royaux y relatifs.</p>	
Bosnia and Herzegovina	1	<p>(Case of interest re: C. 87) 2013 Le gouvernement a déclaré que l'article 2(2) du « règlement concernant l'enregistrement des organisation syndicales » adopté en 2016 puis modifié en 2012 dispose que les associations syndicales organisées au niveau de la Republika Srpska sont également considérées comme des organisations de la forme la plus large que puisse connaitre la Republika Srpska ; et que la Confédération des syndicats de la Republika Srpska, compte plus de 30 000 salariés et deux branches actives.</p> <p>(case of interest re : C. 87) (Observation) The Act on Amendments to the Act on Associations and Foundations of Bosnia and Herzegovina was adopted in 2011 and abrogated section 32(2).</p>	See Footnote 1.

		Moreover, satisfaction is noted that the Confederation of Independent Trade Unions of Bosnia and Herzegovina was registered on 8 May 2012.	
Bulgaria	1	(Cas de satisfaction re : C98) Des modifications ont été apportées à l'article 51(b) (1) et (2) du Code du travail, lequel ne prévoit plus, désormais, la nécessité d'être affilié à une organisation nationale représentative pour pouvoir s'engager dans la négociation collective.	See footnote 1.
Croatia	1	(Case of satisfaction re: C.119) The ordinance on the list of high risk machines and equipment was adopted, (OG 47/02), as well as the ordinance on machine safety (OG 135/05) and the ordinance on safety and health requirements for the use of work equipment (OG 21/08) which, inter alia, include provisions giving effect to Article 11(1) of the Convention.	See footnote 1.
		(Case of interest re:C.156) Legislative measures to give effect to the provisions of the Convention have been taken, in particular the adoption of the Anti-discrimination Act, 2008 (Official Gazette No. 85/08), and the Maternity and Parental Benefits Act, 2008, as last amended in 2011 (Official Gazette Nos 85/08, 10/08 and 34/11), as well as the establishment of the Maternity and Parental Benefits Act Implementation Monitoring Commission.	

Cyprus	1	<p>(Case of interest re: C.97) 2013 Des dépliants concernant les "droits et obligations des travailleurs étrangers " publiés en six langues et diffusés par le canal des bureaux de l'emploi et des subdivisions des services de police spécialisés dans l'immigration au niveau des districts, ainsi que du "Guide de l'information sur Chypre à l'usage des ressortissants de pays tiers" publié par le Ministère de l'intérieur.</p> <p>(case of interest re : C. 152) Le Département de l'inspection du travail a élaboré, à l'aide du programme de facilitation de la transition, des informations sur le « Guide de bonnes pratiques en matière de sécurité et de santé au travail dans les manutentions portuaires ».</p>	See footnote 1.
Czech Republic	1	(case of satisfaction re: C. 132) Pursuant to the previous comments of the Committee, Act No. 365/2011 Coll. Section 218 and 222 of the Labour Code have been amended and now provide that where leave cannot be taken until the end of the subsequent calendar year because the employee has been recognized as temporarily unfit for work, the employer shall grant such leave after the termination of the employee's incapacity of work.	
Denmark	1	(case of satisfaction re: C. 52) La dernière	

		modification de la loi danoise sur les congés, entrée en vigueur en 2012, donne aux travailleurs qui tombent malades alors qu'ils sont en conge le droit d'interrompre ledit conge et de récupérer ultérieurement les jours de congés non effectués.	
Estonia	1	(case of interest re: C. 87) The adoption of the Civil service Act in June 2012, which appears through sections 7 and 15 to restrict this ban to public servants exercising authority in the name of the State.	See footnote 1.
Finland	1	(case of interest re: C. 140) 2013 La Cour suprême a rendu une decision en 2012 qui ordonnait qu'un employeur ayant violé les dispositions de la loi sur le conge-éducation répare le prejudice subi par le salarié du fait du déni de son droit au soutien à l'éducation	See footnote 1.
Federation of Russia/ RUS101 International labour standards are ratified and broadly applied as a priority under the Programme of Cooperation.	1	(Case of Satisfaction re: C87) An amendement repealed the obligation to indicate the duration of a strike in order to allow trade unions to declare strikes of unlimited duration. (Case of interest re: C. 156) The Act No. 2012-347, adopted on 12 March 2012, respects access to titular employment and the improvement of the terms and conditions of employment of contractual agents in the public	See Footnote 1

		<p>service, takes action to combat discrimination and contains various provisions respecting the public service. The Decree No. 2012-601 was also adopted on 30 April 2012, respecting arrangements for balanced recruitment at the higher levels of the public service, determining the posts concerned. The Act sets numerical and progressive objectives for the appointment of women to higher managerial posts and quotas for the representation of women on the executive boards of public establishments and other bodies, and contains provisions on parental leave.</p> <p>(case of interest re: C. 95) la Russie a ratifié en aout 2012 la Convention No. 173 sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur.</p> <p>Le retard de Russie, dans la soumission aux autorités compétentes des NIT adoptées a été réduit.</p>	<p>Technical consultations for the Ministry on reporting and standards-related obligations in April 13</p>
<p>Former Yugoslav Republic of Macedonia</p>	<p>1</p>	<p>(Case of interest re: C.98) The general collective agreement for the private sector was concluded by the representative association of employers and the representative trade union for the private sector and the general collective agreement for the public sector was</p>	<p>See footnote 1.</p>

		<p>concluded by the representative trade union in the public sector and the Minister in charge of labour matters.</p> <p>(case of interest re : C. 182) Le gouvernement a fait état de l'adoption et de la publication, le 15 novembre 2012, du Règlement relatif aux prescriptions minimales pour la sécurité et la santé au travail des jeunes de moins de 18 ans.</p> <p>(case of satisfaction re : C. 138)The Government indicated that the Rulebook on the minimal requirements for safety an health for work was adopted and published on 15 November 2012.</p>	
France- French Polynesia	1	(case of interest re: C. 115) New legislations have been adopted and should pave the way for the application of a number of provisions of the Labour Code.	See footnote 1.
Georgia	1	(case of interest re : C. 52) Les dernieres modifications apportées au Code du travail sont entrées en vigueur en juillet 2013 et l'article 21(4) prévoit que les travailleurs ont le droit à une indemnisation de jours de congés dus lorsqu'il est mis fin au contrat de travail à l'initiative de l'employeur.	See footnote 1.
Germany	1	(case of interest re: C. 111) 2013 De novembre 2000 à février2012, l'ADS a mis en œuvre un programme pilote dans lequel cinq entreprise privées et trois employeurs du secteur	See footnote 1.

		public ont traité les candidatures de manière anonyme afin d'introduire plus d'équité dans la sélection des candidats.	
Greece	1	<p>(Case of interest re: C.81) The Act No. 4052/2012 envisages penal sanctions for employers guilty of persistent infringements in respect of the simultaneous employment of a significant number of illegally staying third country nationals accompanied by particularly exploitative working conditions, including of minors and that a residence permit for humanitarian reasons may be provided to the victims of such practices.</p> <p>(case of interest re: C. 98) The Gouvernement indicated that since the ILC in June 2013 there has been many initiatives to address the crisis in Greece, among which a High level Seminar "Tackling the job crisi in Greece: Which way forward", as well as a "workshop on promoting sound industrial relations and social dialogue in time of crisis".</p>	See Footnote 1
Hungary	1	<p>(Cas de Satisfaction re: C.87) Le Code du travail Adopté autorise les syndicats à conclure des conventions collectives si le nombre de leurs membre atteint 10 pour cent: i) de l'ensemble des travailleurs employés par les employeurs; ou ii) du nombre de travailleurs</p>	See footnote 1.

	<p>couverts par la convention collective conclue par le groupe qui représente les intérêts des employeurs; et que deux syndicats ou plus peuvent mettre en commun leur représentativité pour atteindre le pourcentage requis.</p> <p>(Case of satisfaction re: C.29) The Law-Decree No. 11 (1979) was amended to include the insertion of section 44(5) of Law-Decree No. 11 (1979), which states that a prisoner may work at an external business enterprise with the written consent of the prisoner.</p>	
<p>Iceland</p>	<p>(Case of interest re :C.159) The statement of objectives in the Disabled Persons Act, which took effect on 1 January 2011, defines the aim of the Act as being to guarantee persons with disabilities equality and quality of life comparable with that of other citizens and to create conditions in which they are able to live a normal life. Moreover, the Employment-Related Vocational Rehabilitation and the Operation of Vocational Rehabilitation Funds was adopted on 12 June 2012 of Act No. 60/2012 on. The Act aims to ensure that individuals with reduced working capacity following illness or accidents will have access to vocational rehabilitation as one part of</p>	<p>See footnote 1.</p>

		a comprehensive rehabilitation programme in which vocational rehabilitation funds and institutions operated by central and local government collaborate as far as possible and strive to define and fulfil their roles with the aim that as many people as possible are enabled to remain active in the labour market.	
Ireland	1	<p>(Case of satisfaction re: C. 182) The Criminal Law (Human Trafficking) Act 2008 was adopted and defines a "child" as a person under 18 years of age. The Act contains comprehensive provisions prohibiting the sale and trafficking of children for the purposes of sexual (section 3) and labour exploitation (section 2), as well a broad definition of sexual exploitation in relation to a child contained in section 3.</p> <p>(Case of interest re:C.100) 2013 Un modèle de vérification en matière d'égalité de rémunération a été mis au point et appliqué à titre d'essai par la confédération irlandaise des entreprises et des employeurs.</p>	See footnote 1.
Italy	1	<p>(Case of interest re: C. 143) 2013 L'Italie a ratifié le 22 janvier 2012, la convention sur les travailleuses et les travailleurs domestiques. Le décret législatif prévoit une</p>	See footnote 1.

		procédure spécifique visant à encourager la régularisation de la situation des immigrants séjournant illégalement sur le territoire et prévoit aussi d'assurer une information aussi large que possible sur les droits des travailleurs migrants en situation irrégulière.	
Israel	1	(case of interest re: C. 122) Un système d'information de gestion améliorée visant à soutenir les activités du Service Public de l'emploi (PES) doit être opérationnel en 2013.	See footnote 1.
Montenegro	1	(case of interest re: C. 142) 2013 Le Conseil des qualifications est composé de représentants du gouvernement, des employeurs et des travailleurs, ainsi que des représentants des universités. (case of interest re : C. 111) The Law on the prohibition of discrimination, which defines and prohibits direct and indirect discrimination on the grounds of race, colour, national affiliation, social or ethnic origin, affiliation to a national minority, language, religion, was adopted, thus covering all the grounds enumerated in the article 1(1) (1) of the Convention.	See footnote 1.
Kazakhstan	1	(case of interest re: C. 138) 2013 La loi du 17 février 2012, modifiant et complétant le Code du travail a introduit l'obligation, pour les	See footnote 1.

		employeurs, de tenir des registres ou d'autres documents sur lesquels sont consignés le nom et la date de naissance des travailleurs employés par eux dont l'âge est inférieur à 18 ans.	
Kyrgyzstan	2	In 2013, All the requested report have been received.	The country benefits of the technical assistance of the programme SPA/NORMES. In order to assist the country, ILO delivered training and assistance for increasing the capacity of the Government to submit art. 22 Reports.
Moldova/MDA826 Strengthened capacity of member States to ratify and apply international labour standards and to fulfil their reporting obligations	2	Principal agreements reached with the Ministry of Justice and the Superior Council of Magistracy for undertaking a number of actions to improve the activities of the courts of law in enforcing the obligations assumed by Moldova under ratified ILS, including conducting an in-depth analysis of the judicial decisions related to ratified ILS ; for incorporation of a separate database module on judicial decisions concerning labour issues covered by ratified Conventions into the existing integrated Case Management System; and for the incorporation of the training module on ILS in the curriculum of the national Institute of Justice providing training for judges.	The county benefits of the technical assistance of the programme SPA/NORMES. The assistance consisted in capacity building of the Ministry of Social Protection, Family and Children in the effective management of the country's reporting and submission obligations, including compilation and provision of information on the practical application of ratified Conventions requested by the CEACR and elaboration of an effective and timely procedure for submission of ILS by the Ministry to Parliament. Improvement of the quality of reports on ratified Conventions was to be supported through the

			<p>compilation and analysis of the relevant statistical information and legal indicators used for the production of the Decent Work Country Profile for Moldova.</p> <p>ILO NC has negotiated with the UNCT the inclusions of relevant provisions.</p>
Norway	1	<p>(Case of interest re:C.94) The Regulation No. 112/2008 was adopted on 8 February 2008 regarding wages and working conditions in public contracts, which gives effect to the Convention.</p> <p>(case of interest re: C. 100) The "Equality 2014", an action plan for gender equality (2011-2014) was adopted.</p>	See footnote 1
Portugal	1	<p>(Case of satisfaction re: C. 6). The sections 73(1) and 76(2) of the Labour Code of 2009, when read together, lead to a prohibition to work during the night as required by Article 3(1) of the Convention. Moreover, by virtue of section 73(2) of the Labour Code of 2009 a collective agreement on employment may further reduce or limit the maximum working hours of young persons.</p> <p>(Case of satisfaction re: C.77).</p>	See footnote 1.

The section 108(3)(a) of Act No. 102/2009 now provides all workers working in occupations involving high health risks are required to undergo a medical examination prior to their employment. Moreover, while minors and employees above 50 years are required to undergo a periodic medical examination every year, all other workers (including workers between the age group of 18 and 21 years) are required to undergo a periodic medical examination once in two years. Finally, according to section 155(3) of Act No. 98/2009, the Government must also create vocational rehabilitation, reintegration and placement services in coordination with the existing services.

(Case of satisfaction re: C.78).

The provisions of the Act No. 102/2009 on the system of protection of safety and health at work apply to family undertakings, domestic work, agricultural and fishing sector as well as self-employment. The provisions of Law Decree No. 399/91 which adapted the regulations on street vending, under Law Decree No. 122/79, provide that children under the age of 18 years are required to undergo a free medical examination which certifies their physical fitness to perform the occupation, before they are issued a permit to work as an itinerant trader.

Romania	1	<p>Case of Satisfaction re: C87; The adoption of the Social Dialogue Act has resolved the following issues: (1) right of minors who are authorized to work to join unions without parental authorization, (2) right of workers exercising more than one occupational activity to establish and join more than one organization, (3) simplified union registration procedure and no prior authority approval for amendments to union by-laws, (4) no liquidation of union assets for debts payment to the State and (5) compulsory arbitration only at the request of both parties</p> <p>(Case of interest re: C. 138) 2013 Le rapport du gouvernement comporte des informations détaillées et porte sur les activités de contrôle dans la lutte contre les cas d'emploi illégal, y compris le travail des enfants. En 2012, les inspectorats territoriaux du travail ont identifié 72 cas dans lesquels les employeurs ont embauché des mineurs en violation de l'âge légal ou n'ont pas respecté les conditions de travail des mineurs, et ont, par la suite, saisi les autorités d'enquête pénale.</p>	See footnote 1.
Slovakia	1	<p>(case of interest re: C. 139) 2013 Le nombre de travailleur affectés à des travaux dangereux utilisant des substances cancérogènes</p>	See Footnote 1

		est tombé de 4399 en 2005 à 2800 en 2011 et les cas de travailleurs exposés à des facteurs déterminés cancérigènes et mutagènes sur le lieu de travail sont enregistrés par les autorités régionales de la santé publique.	
Spain	1	(case of interest re : C. 169) La promotion et la mise en œuvre des droits des peuples indigènes au moyen de la Convention No. 169 est l'un des cinq axes d'actions prioritaires du programme indigène élaboré par le gouvernement.	See footnote 1.
Switzerland	1	(case of interest re : C. 182) A federal Order of 27 September 2013 provides for the revision of certain provisions of the Penal Code, with a view to punishing anyone who commits a sexual act with a person under 18 years of age (196) and to extend the coverage of section 197 to young persons aged from 16 to 18 years.	See footnote 1.
Sweden	1	(case of interest re : C. 182) Les mesures spécifiques prises par la police criminelle nationale pour enquêter sur les délits sexuels commis contre des enfants par des suédois à l'étranger ont débouché sur plusieurs condamnations en Thaïlande, au Cambodge et au Philippines.	See footnote 1.
Tajikistan /TJK101 Improved application of international labour standards, in particular through	1	Measures of application of Convention No. 143 noted with interest (CEACR 2012).	- One day tripartite seminars on ILS (policy, procedures, follow-up to CEACR comments) in November 2011 and

regular dialogue with supervisory bodies			November 2012 (also planned for the autumn 2013) - Participation in the May Turin course in 2012 (ILO NC) and 2013 (MoL official).
Turkey	1	<p>(Case of satisfaction re: C. 98). The Act No. 5982 of 2010 addresses some of the issues the Committee has raised in the past, notably regarding (1) the scope of collective bargaining which now extends not only to financial questions but to "social rights", (2) the need for the parties to be able to hold full and meaningful negotiations over a period of time longer than that previously provided for, (3) the removal of the possibility for the authorities to modify collective agreements signed by the parties and (4) the change of scope of the law from collective "talks" to collective "agreements".</p> <p>(Case of satisfaction re: C. 105). The new Commercial Code No. 6102 was adopted on 13 January 2011, and section 1533 of this Code repeals Act No. 6762. This legislation does not contain any provisions providing for the forcible conveyance of seafarers or penalties of imprisonment on seafarers for breaches of labour discipline.</p>	See footnote 1.

		<p>(Case of interest re:C.81) The Act No. 6111 creates 1,000 new posts for labour inspectors which are in the process of being filled.</p> <p>(case of interest re : C. 152) La nouvelle loi sur la santé et la sécurité au travail est entrée en vigueur le 30 décembre 2012.</p> <p>(case of interest re : C. 98)The Government indicated that by a decision of the Constitutional court the obstacles for the civil servants and public servants working in the Ministry of National defence and Turkish Armed forces to being a member of trade unions have been removed.</p>	
<p>Ukraine/UKR826 Strengthened capacity of member States to ratify and apply international labour standards and to fulfil their reporting obligations</p>	1	<p>(Case of Satisfaction re: C87) The Law on employers' organizations and their associations, adopted on 22 June 2012 of, no longer contains the provision which provided that the bodies of the State authority shall exercise control over economic activities of employers' organizations and their associations.</p> <p>(Case of interest re:C. 122) The National Tripartite Accord on Employment and Jobs, based on the ILO Global Jobs Pact was concluded in June 2012 between representatives</p>	See footnote 1.

		of the Government, and employers' and workers' representatives.	
United Kingdom	1	(Case of interest re: C. 87) It was decided to bring a Bill before Parliament in (November) relating to the pending issues in relation with collective bargaining with a view to overcoming the problems identified.	See footnote 1.
United Kingdom – Sainte Helena	1	(case of interest re : C. 182) Conformément à l'article 47 de la loi sur les infractions sexuelles, est considéré comme un crime le fait d'obtenir délibérément pour soi même contre rémunération les services sexuels d'une personne âgée de moins de 18 ans.	See footnote 1.
Uzbekistan	1	(case of interest re : C. 182) The joint ILO-Uzbek monitoring took place from 11 September until 31 October by monitoring units composed of both ILO and national monitors.	See footnote 1.

Indicator 110325.20 - 18.2. Number of member States where, through ILO support, the principles and rights contained in international labour standards are incorporated in development assistance frameworks or other major initiatives.

Measurement

To be counted as reportable, results must meet the following criterion:

1. Relevant international labour standards are reflected in the UNDAF, the Common Country Assessment or similar frameworks.

Country/ Country programme Outcome (CPO)	Measurement Criteria	Result Achieved	ILO Contribution
Africa			
<p>United Republic of Tanzania/TZA826 Strengthened capacity of member States to ratify and apply international labour standards, including gender equality principles, and to fulfil their reporting obligations</p>	<p>1</p>	<p>Service providers audited on facts of the global compact (labour and human rights).</p> <p>Advisory services provided by labour inspectors to assist business providers to bring their services to UN in sync with ILS via Global Compact.</p> <p>ILS pertaining to core conventions integrated as component of UN business operations strategy via the UN Global compact.</p>	<p>The country benefits of the technical assistance of the programme SPA/NORMES</p> <p>ILO sensitized UN service providers on ILS as per the global compact.</p> <p>Technical support to service providers to develop a time bound actions plan to adhere to ILS in the business relationship with UNCT.</p> <p>UN sensitized labour inspection as duty bears via the UN global compact and how to draw linkages between the national regulatory framework (labour laws) and auditing 'UN service providers with the aim of assisting them to adhere to norms that Tanzania has published to within the audits of the global compact.</p>

			<p>Under the auspices of UNDAF, ILO availed resources to sensitize both duty bears and service providers on ILS, core conventions and UN Global impact.</p> <p>Also see footnote 2.²</p>
Arab States			
<p>Jordan/JOR826 Strengthened capacity of member States to ratify and apply international labour standards and to fulfill their reporting obligations</p>	1	<p>ILO's normative work, including the eight core conventions is mentioned in Annex C of the UNDAF document on the Normative Work of the UN in Jordan. www.undg.org/docs/13036/Jordan-UNDAF-2013-2017-sgn-EN.pdf</p> <p>International Labour Standards, including C 29, 98, 100, 105, 111, 182, and 122 are listed in the Country Assessment document. (Annex 2 on Human Rights Conventions). www.undp.org/content/dam/jordan/docs/Operations/CA_JO.pdf</p>	<p>ILO representatives attended all the meetings for the preparation of the UNDAF and introduced relevant ILS to UNCT and UNDAF team. Moreover, social partners were closely engaged in the formulation process of the Country Assessment and UNDAF.</p>
Asia and the Pacific			
<p>Fiji/FJI826 Strengthened capacity of member States to ratify and apply international labour standards and to fulfil their reporting obligations</p>	1	<p>1. Finalized Common Country Assessments incorporating ILO contribution on relevant ILS (gender equality, social protection) and DW issues.</p>	<p>Contributed on International Labour standard and decent work issues were incorporated into the Country Assessments</p>

² ILO actively participates in partnership with other UN agencies in development of United Nations Development Assistance Frameworks (UNDAFs). UNDAFs are multi-year frameworks elaborated through a consultative process between the United Nations' country teams, international agencies, governments of member States, social partners and other stakeholders to help achieve national development priorities. The incorporation of international labour standards in these priorities is the result of this active participation and an effective advocacy. UNDAFs mentioned were adopted or revised during the biennium.

		<p>2. Project documents outlining planned joint UN programmes to contribute to UNDAF outcomes, promote ILS and DW and involve ILO participation completed.</p> <p>3. Final country and regional level UNDAF results matrices incorporate ILO contribution on relevant ILS and DW issues completed.</p> <p>4. Monitoring and Evaluation Plan for UNDAF developed, ensuring appropriate ways to measure progress towards ILS and DW-related outcomes.</p>	
<p>Kiribati/KIR826 Strengthened capacity of member States to ratify and apply international labour standards and to fulfil their reporting obligations</p>	1	<p>ILS (gender equality, social protection) has been reflected in the 2013-17 UNDAF and Common Country Assessments (CCA)</p>	<p>The ILO has provide: (A) Technical advice (B) Advocacy in including ILO mandate/priorities in the UNDAF and CCA (C) Completion of UNDAF matrix and CCA</p> <p>See also footnote 2.</p>
<p>Marshall Islands/MHL826 Strengthened capacity of member States to ratify and apply international labour standards and to fulfil their reporting obligations</p>	1	<p>1. Finalized Common Country Assessments and joint UN projects and UNDAF programmes for 2008 -2012 and 2013 - 2017 (including UNDAF results matrices) incorporating ILO contribution on relevant ILS and DW issues.</p> <p>2. Monitoring and Evaluation Plan for</p>	<p>The ILO was heavily involved in all stages of the UNDAF development process advocating for the incorporation of relevant international labour standards, in particular the fundamental, governance and Maritime Labour Conventions.</p> <p>See also footnote 2.</p>

		UNDAF 2008-2012 and 2013 - 2017 developed, ensuring appropriate ways to measure progress towards ILS and DW-related outcomes.	
Samoa (Western)/WSM826 Strengthened capacity of member States to ratify and apply international labour standards and to fulfil their reporting obligations	1	1. Monitoring and Evaluation Plan for UNDAF developed, ensuring appropriate ways to measure progress towards ILS and DW-related outcomes.	The ILO Office for South Pacific Island Countries was heavily involved in all stages of the UNDAF development process. At each stage the ILO advocated the incorporation of relevant international labour standards, in particular the fundamental, governance and Maritime Labour Conventions.
Solomon Islands/SLB904 Relevant ILS incorporated in UNDAF	1	The ILO Outcomes and priorities have been incorporated in the final UNDAF matrix for Solomon Islands for the next four years. The Common Country Assessments (CCA) and the UNDAF results matrices for Solomon Islands incorporate ILO contributions on relevant International Labour standards	The ILO EOPacific participated in the UNDAF Review for Solomon Islands and also the concurrent meetings/consultations that were held with partner UN Agencies geared towards the compilation and finalization of the Common Country Assessment and the UNDAF results matrices for Solomon Islands.
Tuvalu/TUV902 Relevant ILS incorporated in UNDAF	1	The ILO Outcomes and priorities have been incorporated in the final UNDAF matrix for Tuvalu for the next four years. The Common Country Assessments (CCA) and the UNDAF results matrices for Tuvalu incorporate ILO contributions on relevant International Labour Standards (ILS) and	The ILO EOPacific participated in the UNDAF Review for Tuvalu and also the concurrent meetings/consultations that were held with partner UN Agencies geared towards the compilation and finalization of the Common Country Assessment and the UNDAF results matrices for Tuvalu.

		Decent Work (DW) issues.	
Vanuatu/VUT826 Strengthened capacity of member States to ratify and apply international labour standards and to fulfil their reporting obligations	1	All ILO mandate has been reflected in the 2013-17 UNDAF and Common Country Assessments (CCA)	See footnote 2.
Europe			
Republic of Moldova/MDA826 Strengthened capacity of member States to ratify and apply international labour standards and to fulfil their reporting obligations	1	UNDAF Moldova provides for measures to ensure compliance with fundamental rights and principles at work	See footnote 2.

Indicator 110325.30 - 18.3. Number of member States that, with ILO support, improve ratification of up to date Conventions to include at least the instruments classified as core labour standards, as well as those regarded as most significant from the viewpoint of governance.

Measurement

To be counted as reportable, results must meet the following criterion:

1. As a result of new ratifications, the member State has ratified at least the eight fundamental Conventions Nos 29, 87, 98, 100, 105, 111, 138 and 182, and the four priority Conventions Nos 81, 122, 129 and 144.

Country/ Country programme Outcome (CPO)	Measurement Criteria	Result Achieved	ILO Contribution
Africa			
Togo	1	Le 30 mars 2012 le Togo a ratifié les trois conventions prioritaires qui lui manquaient à savoir les conventions nos 81, 122 et 129; sans compter d'autres conventions importantes telles que les conventions nos 150, 187 et la MLC.	Ce résultat est le fruit des actions de plaidoyer et promotionnelles effectuées par le BIT, (C.122). On notera que le Togo a mis a profit l'année 2012-13 pour procéder à des études législatives comparatives entre la législation et la pratique nationale afin de mettre en conformité son cadre légal sinon à la date d'entrée en vigueur de ces instruments sur le territoire national dans les mois qui suivent."

Indicator 110325.40 - 18.4. Number of member States that have a Decent Work Country Programme which includes a normative component among the national priorities established by the tripartite constituents.

Measurement

To be counted as reportable, results must meet the following criteria:

1. Activities are included to address comments of the Committee of Experts on the Application of Conventions and Recommendations relating to ratified Conventions.
2. Activities are included to promote the ratification and implementation of fundamental and priority Conventions.
3. Activities are included to promote the ratification and implementation of other up-to-date standards, taking into account the national priorities established by the tripartite constituents.

Country/ Country programme Outcome (CPO)	Measurement Criteria	Result Achieved	ILO Contribution
Africa			
Burkina Faso	2	La priorité 5 du DWCP 2012-2015 est que « Les mandants tripartites et autres acteurs clés consolident le dialogue social, ratifient, appliquent les normes internationales de travail et mettent en œuvre les obligations constitutionnelles du Burkina Faso en matière normative. »	
Central African republic	1	The priority 1 of the DWCP 2013-2015 is «Accroître les opportunités d'emplois décents pour les jeunes de deux sexes par une meilleure employabilité et l'entreprenariat». Its	

		outcome 1.3 requires that "Le dialogue social et l'application des normes internationales du travail sont améliorés».	
Congo	1	La priorité 2 du DWCP 2012-2015 est " Amélioration de la protection des travailleurs ». Celle ci comprend, à travers son Résultat 2.2. "Les mandants tripartites mettent en oeuvre des politiques et stratégies de la santé et sécurité au travail » la mention que « La mise en oeuvre de cette réalisation sera axée sur le renforcement des capacités des mandants tripartites pour la mise en place d'un dispositif de santé et sécurité au travail au Congo qui s'appuie sur les Normes Internationales du Travail. »	
Gambia/GMB826 Strengthened capacity of member States to ratify and apply international labour standards and to fulfil their reporting obligations	3	Priority Area 2 is to enhance and improved social protection systems, health and safety of workers at work place and elimination of child labour in its worst form. Outcome 2.1 (iv) is to Promote the ratification and domestication of international standards on Social Protection such as ILO Convention 102.through sensitization and advocacy campaigns and knowledge gathering studies (p. 20)Plans underway to promote the ratification of Convention 102 on Social Protection and Social Protection Floors Recommendation, 2012 (No. 202) . This is to facilitate the work that is ongoing on the Social Protection Policy and Strategy.	The ILO will support the process of promoting the convention that will involve sensitisation campaigns and awareness raising activities.

Gabon	3	La priorité 2 du DWCP 2013-2016 est " Amélioration et élargissement de la protection sociale pour le bien être des populations au Gabon ». Celle-ci comprend, à travers son Résultat 2.3 « Amélioration de la santé, de l'hygiène et de la sécurité au travail », la stratégie consiste notamment « à mettre à jour le cadre réglementaire en la matière en soumettant à ratification les conventions pertinentes du BIT, » Un des produits de ce résultat comprend « La C.187 de l'OIT sur le Cadre promotionnel pour la santé et sécurité au travail, 2006 et la C.155 sur la sécurité et santé des travailleurs, 1981 sont soumises à ratification. » (p. 20)	
Mauritanie	1, 2, 3	La priorité 4 du DWCP 2012-2015 prévoit que « Les Normes internationales du Travail ratifiées sont appliquées ». « La stratégie pour l'atteinte de ce résultat consiste à renforcer les connaissances et compétences des mandants concernant les NIT, leur application effective et en particulier, les voies et moyens d'améliorer le traitement des recommandations des organes de contrôle. »	
Niger	2, 3	La réalisation 5 de la priorité 1 du DWCP 2012-2015 est que « Les normes internationales du travail sont ratifiées et appliquées, notamment en ce qui concerne le travail des enfants ». (p. 19-20) "En appui à la politique de l'emploi, la	

		stratégie autour de ce résultat consistera d'abord à la ratification, à l'application des normes ratifiées, au renforcement des capacités des acteurs clés (magistrats, avocats, partenaires sociaux) et enfin à la formulation tripartite d'un Plan national d'action en matière de lutte contre le travail des enfants et son adoption afin de limiter l'exploitation des enfants dans les pires formes du travail.	
Zimbabwe/ZWE826 Strengthened capacity of member States to ratify and apply international labour standards and to fulfill their reporting obligations	1	<p>The priority 2 for the DWCP is "Improving the application and implementation of international labour standards". In this regard, the related success indicators include Outcome 2.1 promotes Improved compliance in law and practice with fundamental principles enshrined in the Fundamental and Governance Conventions and other International Labour Standards, through notably Harmonized labour law reflecting the ILS and the ILO Commission of Inquiry (CoI) recommendations.</p> <p>Progress has been noted by ILO supervisory bodies in meeting obligations arising from the recommendations of the ILO Commission of Inquiry(CoI):</p> <p>a. Capacity building activities for police and other law enforcement agencies, judiciary, conciliators, arbitrators, lawyers, NEC councillors, labour officers, para-legals conducted.</p> <p>b. Progress reports and updates submitted to the ILO on the implementation of the CoI</p>	<p>a. The ILO provided additional funding to ensure effective implementation of all the seven (7) recommendations of the CoI; especially those targeting sensitization of law enforcement agencies on FoACB rights and ILS</p> <p>b. Four (4) capacity building and knowledge and information sharing activities for ninety(90) senior Law Enforcement Agencies and other State Actors; plus over 90 judicial officers; and over 150 labour relations players on ILS conducted with ILO technical and financial support.</p> <p>c. Handbook support training of the law enforcement agencies on ILS drafted with ILO support.</p> <p>d. ILO supported consensus building activities on principles to guide drafting of the revised labour legislation and institutionalization of social dialogue under the TNF.</p> <p>e. The TNF Bill for legislation of TNF drafted with ILO support in place.</p> <p>f. Ministry of Labour Official(Labour Officer) trained on ILS in Turin.</p>

		<p>recommendations with reference to Art. 22 obligations and a full report on Convention 87.</p> <p>c. There is emerging evidence of the labour relations players and the judiciary increasingly referencing ILS in the presentation, adjudication and determination of labour disputes.</p> <p>d. Principles for Labour law reform have been validated by tripartite partners and recommended for adoption by Government.</p> <p>e. Principles for legislating social dialogue under the TNF approved by the Government.</p> <p>f. C.87 & C. 98 principles are explicitly provided for in the newly adopted constitution</p>	<p>g. Three (3) journalists trained on Communicating Labour Rights at the Turin.</p>
	2	<p>The Priority 2 of the DWCP 2012-2015 includes Outcome 2.2 is "Relevant ILS promoted for ratification and/or application" and indicator 1" Relevant ILS promoted for ratification and/or application.</p> <p>a. Conditions for ratifying C122 have been met in previous biennia with support from the ILO through the adoption of the National Employment Policy Framework.</p>	<p>a. The country is working towards the ratification of the C122 - Employment Policy Convention, 1964 (No. 122) as part of implementing the seven recommendations of the CoI with ILO support.</p>
	3	<p>The Priority 3 is Tripartism and strengthened labour market governance contribute to socio-economic development and includes Outcome 3.1 to aim at Strengthening tripartite social dialogue institutions and processes in line with international labour standards.</p>	<p>a. The DWCP for Zimbabwe for 2012-2015 adopted and signed by the tripartite partners with ILO support in October 2012 includes a priority on improving the application and implementation of ILS and outcomes on reducing the application gaps and raising awareness.</p>

	<p>a. Tripartite consensus has been reached on improving the application and implementation of ILS and reducing the application gaps and raising awareness under the DWCP framework.</p> <p>b. The country has committed itself to implementing and applying ratified ILS as part of the DWCP among them c.182; C.14, C87, C.98 & C.144.</p> <p>c. Other ILS have been popularised and promoted for ratification among them; C.183); C.156, C. 189 & R201.</p> <p>d. Principles for Labour law reform and harmonization process have been validated by tripartite partners and recommended for adoption to CABINET.</p> <p>e. Principles for institutionalization of social dialogue under the TNF were approved by the Government (Cabinet) in May 2012 and TNF Bill drafted; elaboration of legislation by the AG's Office is on-going.</p> <p>f. Freedom of association and collective bargaining principles are explicitly provided for in the country's new constitution (S.65) adopted by Parliament.</p>	<p>b. The ILO is lobbying for and supporting broader work on strengthening labour market governance and social dialogue in Zimbabwe covering effective application of C.87, C.98 and C.144.</p> <p>c. The ILO has shared texts of the ILS and made presentations to stakeholders in various foras including the national development and macro-economic framework & UNDAF planning and review meetings.</p> <p>d. The ILO has provided technical and financial resources for consensus building activities on the harmonization of OSH legislation.</p>
--	---	---

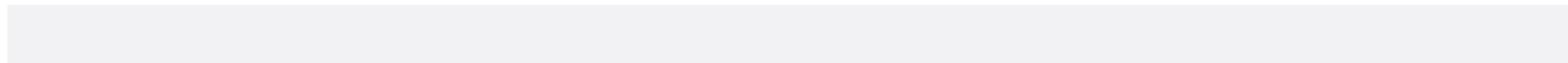
Asia and the Pacific			
Bangladesh	1	<p>The priority 2 of the DWCP 2012-2014 is "Fundamental principles and rights at work promoted and implemented through effective social dialogue."</p> <p>The outcome 4 is "Country takes effective measures to respond and implement CEACR recommendation and including fulfilling its reporting obligations."</p>	
China	1	<p>The DWCP 2013-2015 states that in carrying out ILO technical activities, International Labour Standards will be fully taken into account and promoted.</p>	<p>Technical advisory services and workshops to address problems of application in practice identified by the CEACR and to identify legislative gaps in the implementation of the child labour conventions ratified by the country (Nos. 138 and 182).</p> <p>Technical advice provided on Art. 22 reporting obligations to constituents including various ministries in charge of applying the OSH Conventions ratified by China (Conventions Nos. 155, 167 and 170)</p> <p>Supported the review of China's laws and practice, and an inter-Ministerial technical workshop with a view to the ratification of Conventions No. 29 and No. 105.</p> <p>Provided ToTs for the training of labour inspectors in accordance with requirements of Convention No.81</p> <p>Consultations and workshops promoting key</p>

	2		<p>principles of wage-fixing (particularly voluntary negotiations in line with Convention No. 98) and of protection of wages (particularly regular payment of wages in line with Convention No. 95)</p> <p>Technical memo provided on draft amendments to the Labour Contract Law aimed at enhancing the protection of temporary workers from the viewpoint of relevant international standards, particularly Convention No. 181</p> <p>Curriculum development and training for the Social Security Capacity Building Center with a view to future ratification of Convention No. 102.</p> <p>Training opportunities provided to authorities responsible for the ratification and implementation of the Maritime Labour Convention</p>
	3		

Indonesia	1	International labour standards are mainstreamed throughout the DWCP 2013-2015 priorities.	
Nepal/NPL826 Strengthened capacity of member States to ratify and apply international labour standards and to fulfil their reporting obligations	1	<p>The Priority 3 of the new draft DWCP 2013-2017 is the Promotion of fundamental principles and rights at work. Outcome 3.1 requires that Constituents and major stakeholders have strengthened capacities to eliminate child labour, forced labour, trafficking and promote the rights of indigenous peoples.</p> <p>Ministry of labour and Employment (MOLE) has strengthened capacity to address the Comments of the Committee of Experts. Nepal specific comments on Conventions 29 and 105 are reflected on page no. 255 and 256 of the Experts' Report; comments on C138 and C 182 on page no. 369 & 371; and comments on C144 on page number 525.</p>	ILO provided training support to the MOLE in order for their staff to be able to work on the report.
	3	<p>DWCP 2008-2012 aimed at ratification of conventions 122, 87 and 158. This commitment is reflected through indicators (page 7 & 8 of the dWCP document. There is one output each under DWCP Outcome 1 and DWCP Outcome 2 that prioritise the ratification of these conventions. Conventions 177, 183, 102, 29 and 182 have been prioritised by formulating new outputs which are reflected in the SM/IP.</p> <p>Memorandum is submitted to the Government</p>	ILO raised awareness among the constituents on the priority conventions.

		by workers' organisations for the ratification of 87, 189, and 97.	
Pakistan	2,3	<p>PAKISTAN DWCP II CPO: PAK 826 2012-13 is: Strengthened capacity of member States to ratify and apply international labour standards and to fulfil their reporting obligations.</p> <p>Report on CEACR Comments: The newly established Ministry of Overseas Pakistanis and Human Resource Development (MoOP&HRD) has successfully reported back to CEACR Comments on 10 Conventions ratified by Pakistan on 29th Aug 2013.</p> <p>2. Labour law reform: The four provincial Governments have revised key labour legislation in compliance with the ILO's fundamental conventions and gender sensitive for adoption, including revised law on bonded labour, child labour and Industrial Relations.</p>	<p>After Devolution of Powers in 2011, the coordination among Federal and Provincial Labour Administration was disrupted. The ILO (Under RBSA funds) has extended technical assistance to the MoHRD and the Four Provincial Labour Departments, to coordinate and strengthen the ILS reporting mechanism. Following are specific ILO contributions.</p> <p>1. ILS Reporting</p> <p>1.1 With support of NORMS, organized technical tripartite consultations</p> <p>1.2 Technical support to help develop national ILS report to meet reporting obligation to CEACR in time.</p> <p>1.3 Developed booklet for officials of Provincial Labour Department on the ILS system and its reporting,.</p> <p>1.4 Capacity building of labour inspectors at the provincial Labour Departments; and Mapping Study on the Provincial Labour Administration is in process.</p> <p>2. Labour Law Reform:</p> <p>2.1 Two technical consultations were organized</p> <p>3 Computerization of Labour Administration</p> <p>3.1. Technical inputs in the development of computer Performa's for summary of labour inspection reports in line with the ILO</p>

		<p>3. Labour administration – Computerized Labour Inspection Reporting System adopted at Provincial Labour Departments.</p>	<p>fundamental conventions (RBSA funds). 3.2 Provincial labour department’s focal person trained on computerize labour inspection reports form districts (RBSA funds). 3.3 Technical support in deploying computers and printers in 30 districts across Pakistan with high level of commercial and industrial activities (RBSA funds). 3.4 Technical inputs in the development of Labour Inspection Computer Software (LICS) in Punjab province to computerize all labour inspection reports and its processing form district to the provincial headquarters (RBTC funds). 3.5. Organizing training of district labour officials on utilization of LICS (RBTC funds). 3.6. Deployment of computers and printers in that 10 target districts in Punjab where the LICS will be pilot tested (RBTC funds).</p>
Sri Lanka	2	<p>Country Priority 2 of the DWCP 2013-2017 is: “Strengthened Governance of the Labour Market”. Under Outcome 2.4 related activities include bringing in 4 laws in line with ratified International Labour Standards and 3 Conventions recommended for Ratification by 2017 respectively.</p>	<p>The Government will be supported to review, ratify and apply selected conventions and follow up on meeting its obligations, especially on improved capacity for monitoring and reporting. A number of conventions have been identified for ratification.</p>



Europe			
<p>Albania/ALB826 Strengthened capacity of member States to ratify and apply international labour standards and to fulfil their reporting obligations</p>	3	<p>The Priority 1 of the DWCP is "Strengthening capacity of government institutions and the social partners to improve the governance of the labour market". It includes Outcome 1.3 that requires that International Labour Standards better reflected in labour legislation</p> <p>A new draft Labour Code ensures conformity with ratified conventions. The draft was approved by the National Labour Council and submitted to Parliament</p>	ILO provided technical assistance in the process of drafting.
<p>Serbia/SRB826 Strengthened capacity of member States to ratify and apply international labour standards and to fulfil their reporting obligations</p>	1	<p>The priority 1 of the DWCP 2013-2017 is "Strengthening capacity of government institutions and the social partners to improve the functioning of the labour market". The Outcome 1.1 is "Legal and institutional environment enabling the full realization of social dialogue and the necessary conditions for decent and productive workplaces" and comprises technical support will be maintained in the area of peaceful settlement of labour disputes related to the new Law on Strike.</p> <p>Draft law on strike addressing CEACR comments was finalized and submitted to public hearings.</p>	ILO has been providing advisory services, comparative law and practice, and has supported and facilitated the consultative process.
	1	(case of interest re : C.32) Le Recueil des règles No. 14/64 donne effet à plusieurs articles de la convention.	See footnote 1.

Moldova	1	Priority 1 of the DWCP 2012-2015 for Moldova: "Improving governance of the labour market". Related outcome 1.3 (p. 9). Implementation gap: C98 and C111.	- capacity-building on reporting on ILS for 15 representatives of the Ministry of Labour, Social Protection and Family, with the participation of NORMES representatives. The event touched upon the CEACR comments on 30 Cs, (including Cs 98 and 111). - support to the Ministry of Justice to initiate the process of creation of a database on courts decisions on labour issues.
	2	All fundamental and priority Conventions ratified by Moldova. Conclusions and recommendations of the ILO study on gap analysis used in the ongoing labour code revision and the law on labour inspection	Study "Gap analysis of FOA Conventions Nr. 87 and Nr. 98, LI Nos. 81 and 129, LA Nr. 150 and Nr. 144 carried out and validated in a tripartite workshop.
	3	Priority 3 of the DWCP 2012-2015 for Moldova: „Improving social protection systems”. Related outcome 3.3: Improved policy environment for maternity protection and work-family reconciliation in particular for the most vulnerable workers (p. 16)	- Law and practice analysis in line with C.156, to identify readiness and gaps for full implementation
	3	Priority 3 of the DWCP for Moldova: Improving social protection systems. Related outcome 3.1: Strengthened coverage and sustainability of the social security system". (p. 12).	-support for the negotiation of Social Security Agreements between Moldova and Latvia, Lithuania, and Hungary. The agreements with the latter two countries are planned to be signed by the end of 2013.
Ukraine	1 and 2	Priority 1 of the DWCP 2012-2015 for Ukraine: "Strengthening social dialogue institutions so as to improve the participation in labour market governance". Related outcome 1.3 (p. 15). Implementation gap: C95, C98, C100,	- study on legal framework and current practices of CB in Ukraine undertaken; - ILO recommendations on legal and institutional reforms produced; - "Law on Collective Agreements" and "Law on

		C111.	Employers" amended; - first ever tripartite social pact "On employment concluded; - technical assistance to the tripartite community provided with regard to definitions of "discrimination" sexual harassment", "hostile working environment", "equal pay for work of equal value" in the amended basic Gender Equality Law of Ukraine.
	3	Priority 1 of the DWCP 2012-2015 for Ukraine: "Strengthening social dialogue institutions so as to improve the participation in labour market governance". Related outcome 1.3: ILO continued supporting constituents in the ratification process of MLC at their request (p. 16).	- Three technical seminars were delivered to the tripartite constituents in Ukraine in July and October 2012 and in July 2013 speeded up the ratification process. The national tripartite body unanimously endorsed the ratification of MLC in 2013. The Government finalizes the necessary administrative procedure to submit the draft-law on ratification of MLC to the Parliament.
	1, 3	Priority 1 of the DWCP 2012-2015 for Ukraine: "Strengthening social dialogue institutions so as to improve the participation in labour market governance". Related outcome: Ratification of C173 (Chapter III) (p. 17).	-The Minister of Social Policy requested ILO technical assistance over ratification of Chapter III of ILO C 173.
Bosnia and Herzegovina	1	DWCP 2012-2015 Priority 1, Outcome 1.3 International Labour Standards are better reflected in labour legislation.	ILO carried out a workshop on C.94
	2	All fundamental conventions ratified.	
	3	Both entity governments, BIH Ministry of Foreign Affairs, BIH Ministry of Finance and Treasury and BIH Ministry of Justice endorsed	ILO carried out a gap analysis of the legal and institutional framework of C.151. ILO Guide on Collective Bargaining: Prevention

	<p>the ratification of C 151 and C 154. The Ministry's official who is directly responsible to follow up ratification of these two Cs believes that the Council of Ministers will complete the procedure by the end of this year. It is difficult to predict whether they will both be ratified by the end of this year, because after the Council of Ministers initiates the ratification procedure it is then up to the Ministry of Foreign Affairs to bring the Cs to the attention of the BiH Presidency for ratification</p>	<p>and Resolution of labour disputes in the public sector was translated and discussed in a training workshop.</p> <p>C.154: ILO organised a workshop of EU good practices.</p>

Arab States			
<p>Jordan Strengthened capacity of member States to ratify and apply international labour standards and to fulfill their reporting obligations</p>	2	<p>Under the first priority of the DWCP Jordan (2012-2015) the following 3 outcomes include a strong normative components:</p> <p>OUTCOME 1.2: Working conditions and respect for fundamental principles and rights at work including for migrant workers and vulnerable groups are enhanced through strengthened compliance with international labour standards</p> <p>OUTCOME 1.3: Increased institutional capacity and mechanisms for social dialogue, collective bargaining and policy making</p> <p>OUTCOME 1.4: Application of Conventions, Principles and Rights on Non-Discrimination with focus on women and people living with HIV/AIDS in the workplace is strengthened</p> <p>Under Output 1.3.3: Enhanced capacity of ILO constituents to report on and ratify new conventions, the following results were achieved:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Enhanced capacity of MOL and social partners to report on and ratify new 	<p>-</p> <ul style="list-style-type: none"> - Technical advisory services provided to the concerned officials in the Maritime Administration in Jordan, on reporting about the application in law and practice of the ILO Seafarers' Identity Documents Convention (revised), 2003 (1985). - The ILO supported the Parliamentary Labour Committee to enhance the role of Parliament in labour legislations reform, and implementing international labour standards (ILS), in particular those concerning pay equity and child labour. - The ILO conducted an "Assessment on the scope for labour law reform", in consultation with national partners and the Parliamentarian. - The ILO organized a Meeting for Parliamentarian to discuss the enhanced alignment of national legislation to ILS and the ILO Equal Remuneration Convention (No. 100) and child labour conventions.

		<p>conventions and ensure greater adherence to international labour standards.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Improved awareness of Parliamentarian on legislation reform, ILS related to pay equity, child labour and freedom of association. - As part of an on-going reform of Jordan social security system, it is expected that C102 will be ratified. 		
--	--	---	--	--